



Industries

Lassonde.inc

Rapport de gestion annuel - Exercice terminé le 31 décembre 2017

Le présent rapport de gestion relatif aux résultats, à la situation financière et aux flux de trésorerie de Industries Lassonde inc. (la « Société ») se doit d'être lu en parallèle avec ses états financiers consolidés audités (« états financiers consolidés ») et les notes afférentes. En plus de contenir l'analyse du quatrième trimestre terminé le 31 décembre 2017 et de l'exercice terminé à cette date, le rapport tient compte de tout élément pouvant être considéré comme significatif survenu entre le 31 décembre 2017 et sa date d'approbation par le conseil d'administration de la Société, soit le 26 mars 2018 inclusivement.

L'information financière du présent rapport de gestion a été préparée selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

Des renseignements complémentaires, dont la notice annuelle et les attestations des dirigeants relatives à l'exercice financier 2017, sont également disponibles sur le site Internet de SEDAR au www.sedar.com. À moins d'indication contraire, la monnaie de présentation des données financières du présent document est le dollar canadien.

Déclarations prospectives et utilisation d'hypothèses et d'estimations

Toute déclaration contenue dans le présent rapport qui ne constitue pas un fait historique peut être considérée comme une déclaration prospective. Dans le présent rapport, les verbes « croire », « prévoir », « estimer » et d'autres expressions similaires ainsi que la forme négative de ces termes ou de leurs variations indiquent en général des déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives ne donnent pas de garantie quant à la performance future de Industries Lassonde inc. et elles sont assujetties à des risques connus et inconnus ainsi qu'à des incertitudes pouvant faire en sorte que les perspectives, le rendement ou les résultats réels de Industries Lassonde inc. soient sensiblement différents du rendement ou des résultats futurs exprimés ou sous-entendus par ces déclarations. Des informations détaillées sur ces risques et incertitudes sont présentées à la rubrique « Incertitudes et principaux facteurs de risque » du présent rapport.

La préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS exige que la direction exerce son jugement dans l'application des méthodes comptables et qu'elle utilise des hypothèses et des estimations qui ont une incidence sur les montants comptabilisés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges et sur les renseignements fournis quant aux passifs éventuels et actifs éventuels.

Les principales hypothèses et estimations utilisées par la direction sont les suivantes :

- ♦ Évaluation des revenus tirés de la vente de produits;
- ♦ Évaluation des impôts sur le résultat;
- ♦ Évaluation des actifs et passifs au titre des prestations définies; et
- ♦ Évaluation d'actifs non financiers.

Puisque le processus de présentation de l'information financière exige l'utilisation d'hypothèses et d'estimations, les résultats réels portant sur les éléments faisant l'objet de ces hypothèses et estimations pourraient différer de celles-ci.

Pour plus d'informations, se référer à la section « Hypothèses et estimations comptables significatives » du présent rapport.

Profil de la Société

Industries Lassonde inc. développe, fabrique et commercialise une vaste gamme de jus et boissons de fruits et de légumes prêts à boire. La Société est une des deux plus grandes productrices de jus et boissons de fruits non-réfrigérés de marque privée aux États-Unis et une importante productrice de sauces aux canneberges. De plus, la Société développe, fabrique et commercialise des produits alimentaires spécialisés tels que des bouillons et sauces à fondue, du maïs sur épis emballé et des sauces pour pâtes. Elle importe aussi des vins sélectionnés de plusieurs pays d'origine afin de les conditionner et de les commercialiser. Elle produit également du cidre de pomme et des boissons à base de cidre.

La Société possède cinq principales filiales en activité, soit A. Lassonde inc., Apple & Eve, LLC (« A&E »), Lassonde Pappas and Company, Inc. (« LPC »), Spécialités Lassonde inc. et Vins Arista inc. La Société exploite 14 usines situées au Canada et aux États-Unis et compte sur l'expertise de près de 2 100 employés pour offrir des produits de qualité supérieure. Les actions de Industries Lassonde inc. sont inscrites à la Bourse de Toronto.

La Société est active dans deux segments de marché, soit les ventes au détail et les ventes aux services alimentaires. Les ventes au détail, qui représentent annuellement environ 86 % des ventes totales, regroupent les ventes effectuées aux détaillants et grossistes en alimentation, dont les chaînes de supermarchés, les marchands indépendants, les grandes surfaces, les clubs-entrepôts ainsi que les grandes chaînes de pharmacies et les ventes en ligne. Sur une base annuelle, les ventes aux services alimentaires comptent pour environ 14 % des ventes totales et regroupent les ventes effectuées aux restaurants, hôtels, hôpitaux, écoles et grossistes desservant ces établissements.

Les produits de marque nationale de la Société sont vendus dans des emballages variés et sous de nombreuses marques de commerce de propriété exclusive telles qu'Antico, Apple & Eve, Arte Nova, Bombay, Canton, Double Vie, Dublin's Pub, Everfresh, Fairlee, Fruité, Grown Right, Mont-Rouge, Northland, Oasis, Orange Maison, Pomme de Cœur, Rougemont, Ruby Kist, Sunlike, The Switch, Tropical Grove ainsi que sous des marques de commerce dont la Société détient les droits d'utilisation comme Allen's, Del Monte, Graves, Mitchell's, Nature's Best et Tetley. Sur le plan géographique, la Société réalise, sur une base annuelle, environ 58,7 % de ses ventes aux États-Unis, 40,9 % au Canada et 0,4 % dans d'autres pays.

Dans le cours normal de ses activités, la Société procède au pressage de la pomme et de la canneberge ainsi qu'au conditionnement du maïs sur épis. Ces activités de transformation s'échelonnent principalement du mois d'août au mois de novembre. Elles sont réalisées à partir des récoltes et accroissent généralement le niveau des stocks lors du dernier trimestre de l'année.

Performance globale

Les ventes de la Société ont atteint 1 526,1 millions \$ en 2017, une hausse de 16,6 millions \$ (1,1 %) par rapport aux ventes de 1 509,5 millions \$ de l'exercice 2016. Lorsqu'ajustées pour exclure un effet de change défavorable de 19,6 millions \$, les ventes sont en hausse de 2,4 % par rapport à celles de l'exercice 2016. Cet accroissement des ventes s'explique principalement par une augmentation des ventes de produits de marque privée atténuée par une baisse du volume de ventes des produits de marque nationale.

La Société a dégagé, au cours de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2017, un résultat d'exploitation de 133,3 millions \$, en hausse de 7,1 millions \$ sur le résultat de l'année précédente. Cette hausse s'explique principalement par une amélioration de la performance des opérations canadiennes de la Société tant au niveau des jus et boissons de fruits qu'au niveau des produits alimentaires spécialisés. Le résultat d'exploitation des opérations américaines a été légèrement inférieur à l'exercice précédent dû en grande partie à une baisse de contribution des produits de marque nationale. L'effet des mouvements de change sur la conversion en dollars canadiens des résultats des entités américaines a eu un impact défavorable de 1,8 million \$.

Les frais financiers sont passés de 21,0 millions \$ en 2016 à 12,2 millions \$ pour l'exercice 2017. Cette diminution de 8,8 millions \$ est en grande partie attribuable à une baisse de 5,5 millions \$ de la charge d'intérêts dont 2,6 millions \$ est dû au taux d'intérêt inférieur sur l'emprunt à terme de LPC et 2,9 millions \$ au niveau de dette inférieur. Au cours du troisième trimestre de 2016, la Société avait radié 1,3 million \$ de frais financiers capitalisés suite à la modification et au renouvellement des facilités de crédit américaines. La charge d'amortissement des frais financiers a également diminué de 1,2 million \$ suite, entre autres, à la modification et au renouvellement des facilités de crédit américaines. Au cours des six premiers mois de 2016, la Société avait constaté une dépense de 0,6 million \$ liée à la variation de juste valeur des prêts participatifs dont le règlement complet a eu lieu en mai 2016.

Les « Autres (gains) pertes » sont passés d'une perte de 0,4 million \$ en 2016 à un gain de 0,3 million \$ lors de l'exercice 2017. La perte de 0,4 million \$ de l'exercice 2016 s'expliquait principalement par des pertes de 0,5 million \$ provenant de la variation de juste valeur des swaps de taux d'intérêt liés à l'emprunt à terme de LPC atténuées par des gains de change totalisant 0,1 million \$. Le gain de 0,3 million \$ de l'exercice 2017 découle essentiellement de gains de change.

Le résultat avant impôts de l'exercice 2017 s'établit à 121,3 millions \$ alors qu'il avait été de 104,9 millions \$ en 2016, en hausse de 16,4 millions \$ (15,7 %).

Les impôts sur le résultat de l'exercice ont atteint 25,8 millions \$ en 2017, pour un taux effectif de 21,3 %, alors qu'ils avaient été de 32,7 millions \$ pour l'ensemble de l'exercice 2016. Cet écart important s'explique par un ajustement favorable, sans effet de trésorerie, de 11,3 millions \$ des passifs d'impôt différé des entités américaines. Cet ajustement à la baisse des passifs d'impôt différé découle de la réduction du taux d'imposition fédéral des sociétés suite à la réforme fiscale américaine adoptée en décembre 2017. Sans les effets de cet ajustement, le taux effectif ajusté de 2017 aurait été de 30,6 % alors que le taux de 2016 avait été de 31,2 %. La baisse du taux effectif d'imposition ajusté de 2017 s'explique par une répartition géographique favorable du résultat avant impôts des entités de la Société et par une variation à la hausse d'une déduction spéciale pour activité de production domestique aux États-Unis.

Le résultat net de l'exercice 2017 est de 95,5 millions \$, en hausse de 23,3 millions \$ sur le résultat net de 72,2 millions \$ constaté au cours de l'exercice précédent. Sans les effets de l'ajustement des passifs d'impôt différé, le résultat net ajusté de l'exercice 2017 aurait été de 84,2 millions \$ en hausse de 12,0 millions \$ sur le résultat net de l'exercice précédent.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'établit à 89,9 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 12,87 \$ pour l'exercice 2017. Sans l'impact de 10,2 millions \$ lié à l'ajustement des passifs d'impôt différé, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté de l'exercice 2017 aurait été de 79,7 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action ajusté de 11,41 \$. Il se compare à un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 68,2 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 9,75 \$ pour l'exercice précédent.

La Société note un apport de flux de trésorerie de 144,9 millions \$ issu des activités d'exploitation pour l'exercice 2017 alors que ces mêmes activités avaient généré un flux positif de 147,4 millions \$ au cours de l'exercice précédent. Par ailleurs, les activités de financement ont utilisé 92,4 millions \$ au cours de l'exercice 2017 alors qu'elles avaient utilisé 115,8 millions \$ au cours de l'exercice précédent. Les activités d'investissement ont, pour leur part, utilisé 35,8 millions \$ au cours de l'exercice 2017 comparativement à 28,2 millions \$ au cours de l'exercice précédent. À la fin de l'exercice 2017, la Société présente un solde de trésorerie et équivalents de trésorerie de 16,2 millions \$ et un découvert bancaire de 5,0 millions \$ alors qu'à la fin de l'exercice précédent, elle indiquait un solde de trésorerie et équivalents de trésorerie de 0,5 million \$ et un découvert bancaire de 6,4 millions \$.

Informations annuelles choisies

<i>(en milliers de dollars, sauf indication)</i>	Exercices terminés les		
	31 déc. 2017	31 déc. 2016	31 déc. 2015
	\$	\$	\$
Ventes	1 526 148	1 509 505	1 449 287
Résultat d'exploitation	133 290	126 175	111 252
Résultat avant impôts	121 324	104 860	86 390
Résultat net	95 498	72 155	60 211
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	89 949	68 152	56 979
Résultat de base et dilué par action <i>(en \$)</i>	12,87	9,75	8,15
Dividendes déclarés par action pour les actions de catégories A et B <i>(en \$)</i>	2,34	1,94	1,63
Actif total	1 055 711	1 103 641	1 143 848
Dette à long terme	158 915	242 459	326 239

Avec un chiffre d'affaires de 1 526,1 millions \$, la Société a augmenté, en 2017, ses ventes de 16,6 millions \$ par rapport à celles de 1 509,5 millions \$ enregistrées en 2016. Les ventes de 2016 avaient été en hausse de 60,2 millions \$ par rapport aux ventes de 1 449,3 millions \$ de l'exercice 2015. La croissance des ventes entre 2016 et 2017 s'explique principalement par une augmentation des ventes de produits de marque privée atténuée par une baisse du volume de ventes des produits de marque nationale et par un effet de change défavorable de 19,6 millions \$. La croissance des ventes entre 2015 et 2016 s'expliquait principalement par une augmentation des ventes de produits de marque privée et par un effet de change favorable de 33,0 millions \$ atténués par une baisse du volume de ventes des produits de marque nationale.

Au cours de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2017, la Société a dégagé un résultat d'exploitation de 133,3 millions \$, en hausse de 7,1 millions \$ sur le résultat de l'année précédente. Cette hausse s'explique principalement par une amélioration de la performance des opérations canadiennes de la Société tant au niveau des jus et boissons de fruits qu'au niveau des produits alimentaires spécialisés. Le résultat d'exploitation des opérations américaines a été légèrement inférieur à l'exercice précédent dû en grande partie à une baisse de contribution des produits de marque nationale. L'effet des mouvements de change sur la conversion en dollars canadiens des résultats des entités américaines a eu un impact défavorable de 1,8 million \$. La Société avait dégagé un résultat d'exploitation 2016 en hausse de 14,9 millions \$ sur celui de 2015. Cette hausse découlait essentiellement d'une amélioration de la contribution marginale des opérations américaines et canadiennes, de l'impact favorable des mouvements de change sur la conversion en dollars canadiens des résultats des entités américaines et d'une charge, en 2015, liée à une réclamation de frais de douanes par les autorités américaines. Ces éléments avaient été atténués par l'impact défavorable de la faiblesse du dollar canadien sur les achats de matières premières effectués en dollars américains et par des charges salariales supérieures.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de l'exercice 2017 s'est établi à 89,9 millions \$ par rapport à un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 68,2 millions \$ en 2016 et de 57,0 millions \$ en 2015. L'augmentation entre 2016 et 2017 s'explique en grande partie par une hausse du résultat d'exploitation, une baisse des frais financiers et une charge d'impôts inférieure due principalement à un ajustement favorable, sans effet de trésorerie, de 11,3 millions \$ des passifs d'impôt différé des entités américaines. L'augmentation entre 2015 et 2016 découlait essentiellement d'une hausse du résultat d'exploitation et d'une baisse des frais financiers atténuées par la réalisation, en 2015, de gains de change totalisant 4,0 millions \$ et d'une charge d'impôts supérieure expliquée, entre autres, par une variation défavorable de la répartition géographique du résultat avant impôts de la Société.

La diminution de 47,9 millions \$ de l'actif total entre 2016 et 2017 s'explique principalement par une baisse de 48,3 millions \$ attribuable au taux de conversion plus bas des soldes de clôture libellés en dollars américains, au 31 décembre 2017. L'écart résiduel à la hausse de 0,4 million \$ s'explique essentiellement par l'effet combiné des éléments suivants : (i) une hausse de 15,7 millions \$ du solde de trésorerie et équivalents de trésorerie; (ii) une augmentation de 11,8 millions \$ des immobilisations corporelles expliquée par des acquisitions supérieures à la charge d'amortissement; (iii) une diminution de 19,7 millions \$ des immobilisations incorporelles expliquée par une charge d'amortissement supérieure aux acquisitions; et (iv) une baisse de 4,1 millions \$ de la juste valeur des instruments dérivés inscrite à l'actif à court terme.

La diminution de 40,2 millions \$ de l'actif total entre 2015 et 2016 s'expliquait principalement par une baisse de 24,3 millions \$ attribuable au taux de conversion plus bas des soldes de clôture libellés en dollars américains, au 31 décembre 2016. L'écart résiduel à la baisse de 15,9 millions \$ s'expliquait essentiellement par l'effet combiné des éléments suivants : (i) une baisse de 6,5 millions \$ de la juste valeur des instruments dérivés inscrite à l'actif à court terme; (ii) une diminution de 18,8 millions \$ des immobilisations incorporelles expliquée par une charge d'amortissement supérieure aux acquisitions; et (iii) une augmentation de 9,4 millions \$ de l'actif net au titre des prestations définies due principalement à la capitalisation de 11,9 millions \$ des régimes de retraite à prestations définies.

Résultats d'exploitation

Au cours de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2017, les ventes de Industries Lasonde inc. ont atteint 1 526,1 millions \$, en hausse de 16,6 millions \$ (1,1 %) par rapport aux ventes de 1 509,5 millions \$ enregistrées au cours de l'exercice précédent. Cette augmentation des ventes par rapport à 2016 s'explique par l'effet combiné des éléments suivants : (i) une hausse de 60,0 millions \$ des ventes de produits de marque privée; (ii) une baisse de 22,4 millions \$ du volume de ventes de produits de marque nationale; (iii) un effet de change défavorable de 19,6 millions \$; (iv) une variation défavorable de la composition des ventes de produits de marque nationale qui a causé une diminution des ventes de 1,7 million \$; (v) des fluctuations de prix de vente qui ont eu un effet favorable de 0,6 million \$ sur les ventes de produits de marque nationale; et (vi) l'effet défavorable d'une hausse de 0,3 million \$ des frais de référencement.

Le coût des ventes a connu une augmentation de 1,5 %, passant de 1 072,5 millions \$ en 2016 à 1 088,1 millions \$ au cours de l'exercice 2017. Cette hausse de 1,5 % est supérieure à l'augmentation de 1,1 % des ventes, reflétant essentiellement une hausse du coût de certaines matières premières. L'augmentation du coût du concentré d'orange a eu un effet particulièrement important, haussant de 6,6 millions \$ le coût des ventes des entités canadiennes de la Société. Bien que l'effet de cette hausse a été partiellement compensé par des ajustements de prix de vente, ces derniers n'ont pas été suffisants pour maintenir la même marge bénéficiaire.

Les frais de vente et d'administration sont passés de 310,5 millions \$ au cours de l'exercice 2016 à 305,4 millions \$ en 2017, représentant une baisse de 5,1 millions \$. Cette baisse s'explique principalement par (i) un effet de change favorable affectant la conversion en dollars canadiens des frais de vente et d'administration des entités américaines, (ii) des charges salariales inférieures et (iii) une baisse des frais de ventes et marketing. Ces éléments ont été atténués par (i) une hausse des frais de transport (ii) une hausse des coûts d'entreposage et (iii) le paiement d'indemnités de départ d'une valeur totale de 1,5 million \$ au premier trimestre de 2017.

Le poste « (Gains) pertes sur immobilisations » est passé d'une perte de 0,4 million \$ en 2016 à un gain de 0,6 million \$ lors de l'exercice 2017. La perte de 0,4 million \$ de l'exercice 2016 provenait principalement d'une perte sur cession d'immobilisations corporelles suite à la démolition d'un bâtiment de la Société. Le gain de 0,6 million \$ de l'exercice 2017 provient essentiellement de la vente d'une usine et d'un terrain de la Société. Ces immobilisations avaient été acquises en 2016 suite à la réalisation de l'engagement prévu dans le cadre d'un regroupement d'entreprises non significatif conclu en août 2014.

Pour l'ensemble de l'exercice, le résultat d'exploitation de 2017 a atteint 133,3 millions \$, ce qui représente une hausse de 7,1 millions \$ sur le résultat d'exploitation de 126,2 millions \$ de l'exercice 2016.

Les frais financiers sont passés de 21,0 millions \$ en 2016 à 12,2 millions \$ pour l'exercice 2017. Cette diminution de 8,8 millions \$ est en grande partie attribuable à une baisse de 5,5 millions \$ de la charge d'intérêts dont 2,6 millions \$ est dû au taux d'intérêt inférieur sur l'emprunt à terme de LPC et 2,9 millions \$ au niveau de dette inférieur. Au cours du troisième trimestre de 2016, la Société avait radié 1,3 million \$ de frais financiers capitalisés suite à la modification et au renouvellement des facilités de crédit américaines. La charge d'amortissement des frais financiers a également diminué de 1,2 million \$ suite, entre autres, à la modification et au renouvellement des facilités de crédit américaines. Au cours des six premiers mois de 2016, la Société avait constaté une dépense de 0,6 million \$ liée à la variation de juste valeur des prêts participatifs dont le règlement complet a eu lieu en mai 2016.

Les « Autres (gains) pertes » sont passés d'une perte de 0,4 million \$ en 2016 à un gain de 0,3 million \$ lors de l'exercice 2017. La perte de 0,4 million \$ de l'exercice 2016 s'expliquait principalement par des pertes de 0,5 million \$ provenant de la variation de juste valeur des swaps de taux d'intérêt liés à l'emprunt à terme de LPC atténuées par des gains de change totalisant 0,1 million \$. Le gain de 0,3 million \$ de l'exercice 2017 découle essentiellement de gains de change.

Le résultat avant impôts de l'exercice 2017 est de 121,3 millions \$, en hausse de 16,4 millions \$ (15,7 %) sur le résultat avant impôts de l'exercice précédent qui était de 104,9 millions \$.

Les impôts sur le résultat de l'exercice ont atteint 25,8 millions \$ en 2017, pour un taux effectif de 21,3 %, alors qu'ils avaient été de 32,7 millions \$ pour l'ensemble de l'exercice 2016. Cet écart important s'explique par un ajustement favorable, sans effet de trésorerie, de 11,3 millions \$ des passifs d'impôt différé des entités américaines. Cet ajustement à la baisse des passifs d'impôt différé découle de la réduction du taux d'imposition fédéral des sociétés suite à la réforme fiscale américaine adoptée en décembre 2017. Sans les effets de cet ajustement, le taux effectif ajusté de 2017 aurait été de 30,6 % alors que le taux de 2016 avait été de 31,2 %. La baisse du taux effectif d'imposition ajusté de 2017 s'explique par une répartition géographique favorable du résultat avant impôts des entités de la Société et par une variation à la hausse d'une déduction spéciale pour activité de production domestique aux États-Unis.

Le résultat net de l'exercice 2017 est de 95,5 millions \$, en hausse de 23,3 millions \$ sur le résultat net de 72,2 millions \$ constaté au cours de l'exercice précédent. Sans les effets de l'ajustement des passifs d'impôt différé, le résultat net ajusté de l'exercice 2017 aurait été de 84,2 millions \$ en hausse de 12,0 millions \$ sur le résultat net de l'exercice précédent.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'établit à 89,9 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 12,87 \$ pour l'exercice 2017. Sans l'impact de 10,2 millions \$ lié à l'ajustement des passifs d'impôt différé, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté de l'exercice 2017 aurait été de 79,7 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action ajusté de 11,41 \$. Il se compare à un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 68,2 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 9,75 \$ pour l'exercice précédent.

Données relatives aux résultats intermédiaires

<i>(en milliers de dollars, sauf indication)</i>	T4 2017	T3 2017	T2 2017	T1 2017	T4 2016	T3 2016	T2 2016	T1 2016
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	402 591	369 484	383 335	370 738	385 646	377 225	360 159	386 475
Résultat d'exploitation	42 224	33 963	33 437	23 666	36 115	32 304	30 326	27 430
Résultat avant impôts	39 377	31 274	30 417	20 256	32 932	26 779	24 277	20 872
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	37 193	20 064	19 606	13 086	21 915	17 596	15 686	12 955
Résultat de base et dilué par action <i>(en \$)</i>	5,32	2,87	2,81	1,87	3,14	2,52	2,24	1,85
BAIIA ajusté ⁱ⁾	53 494	45 111	44 373	34 930	48 025	43 120	41 372	38 672
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	50 914	31 567	61 980	438	33 363	46 909	29 885	37 257

i) Pour la définition, se référer à la section « Mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport.

Premier trimestre de 2016

La Société a affiché des ventes de 386,5 millions \$ au cours du premier trimestre de 2016, une hausse de 58,8 millions \$ par rapport aux ventes de 327,7 millions \$ pour la période comparable de 2015. Cette hausse s'explique, en partie, par le fait que le premier trimestre de 2016 comportait cinq jours de livraison supplémentaires par rapport au premier trimestre de 2015, ayant eu pour effet d'augmenter les ventes d'un montant estimé à 27,0 millions \$. En excluant cet élément pour obtenir une base comparable, l'écart résiduel à la hausse s'explique par un effet de change favorable et une augmentation des ventes de produits de marque privée atténués par une baisse du volume de ventes des produits de marque nationale.

Le résultat d'exploitation de la Société a été de 27,4 millions \$ pour le premier trimestre de 2016, en hausse de 10,4 millions \$ sur le résultat d'exploitation de 17,0 millions \$ du trimestre comparable de 2015. Cette hausse s'explique principalement par l'effet favorable sur le résultat de la contribution marginale des ventes additionnelles de la Société et par l'impact favorable des mouvements de change sur la conversion en dollars canadiens des résultats des entités américaines. L'amélioration de rentabilité provient essentiellement des entités américaines puisque l'effet favorable des ventes additionnelles a été fortement atténué au Canada par l'impact défavorable de la faiblesse du dollar canadien sur les achats effectués en dollars américains.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'établit à 13,0 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 1,85 \$ pour le premier trimestre de 2016. Il se compare à un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 7,8 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 1,11 \$ pour la période comparable de 2015.

Deuxième trimestre de 2016

La Société a affiché des ventes de 360,2 millions \$ au cours du deuxième trimestre de 2016, une hausse de 3,4 millions \$ par rapport aux ventes de 356,8 millions \$ pour la période comparable de 2015. Cette hausse s'explique, en grande partie, par un effet de change favorable et par une augmentation des ventes de produits de marque privée atténués par une baisse du volume de ventes des produits de marque nationale.

Le résultat d'exploitation de la Société a été de 30,3 millions \$ pour le deuxième trimestre de 2016, en hausse de 1,0 million \$ sur le résultat d'exploitation de 29,3 millions \$ du trimestre comparable de 2015. Cette hausse s'explique principalement par l'amélioration de la rentabilité de nos activités américaines combinée à l'impact favorable des mouvements de change sur la conversion en dollars canadiens des résultats de ces entités. Au Canada, l'effet favorable de l'amélioration de la rentabilité des activités a été plus que compensé par l'impact défavorable de la faiblesse du dollar canadien sur les achats effectués en dollars américains.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'établit à 15,7 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 2,24 \$ pour le deuxième trimestre de 2016. Il se compare à un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 14,2 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 2,03 \$ pour la période comparable de 2015.

Troisième trimestre de 2016

La Société a affiché des ventes de 377,2 millions \$ au cours du troisième trimestre de 2016, une hausse de 13,9 millions \$ par rapport aux ventes de 363,3 millions \$ pour la période comparable de 2015. Cette hausse s'explique, en grande partie, par une augmentation des ventes de produits de marque privée, atténuée par une baisse du volume de ventes des produits de marque nationale.

Le résultat d'exploitation de la Société a été de 32,3 millions \$ pour le troisième trimestre de 2016, en hausse de 3,5 millions \$ sur le résultat d'exploitation de 28,8 millions \$ du trimestre comparable de 2015. Cette hausse provient principalement de l'amélioration de la rentabilité des activités canadiennes qui s'explique par la hausse des ventes, atténuée par l'impact défavorable de la faiblesse du dollar canadien sur les achats effectués en dollars américains. La Société a également bénéficié d'une amélioration de la rentabilité de ses activités américaines expliquée par une légère réduction du coût de ses intrants.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'établit à 17,6 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 2,52 \$ pour le troisième trimestre de 2016. Il se compare à un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 14,8 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 2,12 \$ pour la période comparable de 2015.

Quatrième trimestre de 2016

La Société a affiché des ventes de 385,6 millions \$ au cours du quatrième trimestre de 2016, en baisse de 15,9 millions \$ ou 3,9 % par rapport aux ventes de 401,5 millions \$ pour la période comparable de 2015. Cette baisse s'explique principalement par le fait que le quatrième trimestre de 2016 comportait quatre jours de livraison de moins que le quatrième trimestre de 2015, ayant eu pour effet de diminuer les ventes d'un montant estimatif de 24,7 millions \$. En excluant cet élément pour obtenir une base comparable, l'écart résiduel à la hausse de 8,8 millions \$ s'explique principalement par une augmentation des ventes de produits de marque privée atténuée par une baisse du volume de ventes des produits de marque nationale.

Le résultat d'exploitation de la Société a été de 36,1 millions \$ pour le quatrième trimestre de 2016, en baisse de 0,1 million \$ sur le résultat d'exploitation de 36,2 millions \$ du trimestre comparable de 2015. Cette baisse s'explique par l'effet défavorable sur le résultat du niveau de ventes inférieur découlant des quatre jours de livraison de moins que le quatrième trimestre de 2015 et par une hausse de prix des concentrés d'orange compensés par une amélioration de la rentabilité des activités canadiennes.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'établit à 21,9 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 3,14 \$ pour le quatrième trimestre de 2016. Ceci se compare à un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 20,2 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 2,89 \$ pour la période comparable de 2015.

Premier trimestre de 2017

La Société a affiché des ventes de 370,7 millions \$ au cours du premier trimestre de 2017, une baisse de 15,8 millions \$ par rapport aux ventes de 386,5 millions \$ pour la période comparable de 2016. En excluant un effet de change défavorable de 8,3 millions \$, les ventes ont connu une baisse de 7,5 millions \$ (1,9 %) expliquée, en grande partie, par une baisse du volume de ventes des produits de marque nationale atténuée par une augmentation des ventes de produits de marque privée.

Le résultat d'exploitation de la Société a été de 23,7 millions \$ pour le premier trimestre de 2017, en baisse de 3,7 millions \$ sur le résultat d'exploitation de 27,4 millions \$ du trimestre comparable de l'exercice précédent. Cette baisse provient principalement d'une hausse du coût des concentrés d'orange, d'une réduction de la contribution marginale découlant de la baisse des ventes, de l'impact défavorable de la faiblesse du dollar canadien sur la couverture des achats effectués en dollars américains et du paiement d'indemnités de départ, atténués par l'effet favorable des ajustements de prix de vente.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'établit à 13,1 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 1,87 \$ pour le premier trimestre de 2017. Il se compare à un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 13,0 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 1,85 \$ pour la période comparable de 2016.

Deuxième trimestre de 2017

La Société a affiché des ventes de 383,3 millions \$ au cours du deuxième trimestre de 2017, une hausse de 23,1 millions \$ par rapport aux ventes de 360,2 millions \$ pour la période comparable de 2016. Cette hausse s'explique, en grande partie, par une augmentation des ventes de produits de marque privée et par un effet de change favorable atténués par une baisse du volume de ventes des produits de marque nationale aux États-Unis.

Le résultat d'exploitation de la Société a été de 33,4 millions \$ pour le deuxième trimestre de 2017, en hausse de 3,1 millions \$ sur le résultat d'exploitation de 30,3 millions \$ du trimestre comparable de l'exercice précédent. Cette hausse provient principalement d'une amélioration de la rentabilité des activités canadiennes qui s'explique par la hausse des ventes et par une variation favorable du poste « (Gains) pertes sur immobilisations » atténuées par l'impact défavorable d'une hausse du coût des concentrés d'orange. Aux États-Unis, la Société note une légère baisse de la rentabilité de ses activités d'exploitation découlant d'une augmentation du coût de certaines matières premières, partiellement compensée par l'impact favorable des mouvements de change sur la conversion des résultats des entités américaines.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'établit à 19,6 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 2,81 \$ pour le deuxième trimestre de 2017. Il se compare à un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 15,7 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 2,24 \$ pour la période comparable de 2016.

Troisième trimestre de 2017

La Société a affiché des ventes de 369,5 millions \$ au cours du troisième trimestre de 2017, en baisse de 7,7 millions \$ par rapport aux ventes de 377,2 millions \$ pour la période comparable de 2016. En excluant un effet de change défavorable de 9,1 millions \$, les ventes ont connu une hausse de 1,4 million \$ (0,4 %) expliquée, en grande partie, par une augmentation des ventes de produits de marque privée et une variation favorable de la composition des ventes de produits de marque nationale atténuées par une baisse du volume de ventes des produits de marque nationale.

Le résultat d'exploitation de la Société a été de 34,0 millions \$ pour le troisième trimestre de 2017, en hausse de 1,7 million \$ sur le résultat d'exploitation de 32,3 millions \$ du trimestre comparable de l'exercice précédent. Cette hausse provient principalement d'ajustements de charges salariales liées à la performance, atténués par une baisse de la rentabilité des activités américaines découlant d'un changement dans la composition des clients de marque privée et de ventes inférieures de produits de marque nationale.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'établit à 20,1 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 2,87 \$ pour le troisième trimestre de 2017. Il se compare à un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 17,6 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 2,52 \$ pour la période comparable de 2016.

Quatrième trimestre de 2017

Le quatrième trimestre de 2017 est analysé dans une section distincte ultérieure de ce rapport.

Situation financière et trésorerie

Données relatives à la situation financière

<i>(en milliers de dollars, sauf indication)</i>	Au 31 déc. 2017	Au 31 déc. 2016
	\$	\$
Actif total	1 055 711	1 103 641
Capitaux propres	624 962	585 581
Capitaux propres / actif total <i>(en %)</i>	59,2	53,1
Dette totale ⁱ⁾	168 722	252 492

i) Est constituée de la dette à long terme incluant la tranche à court terme.

Pour comparer les soldes des postes des états consolidés de la situation financière, il faut, tout d'abord, noter que le taux de conversion des soldes de clôture libellés en dollars américains est passé de 1,3427 \$ CA par \$ US au 31 décembre 2016 à 1,2545 \$ CA par \$ US au 31 décembre 2017. Le tableau suivant présente l'incidence des variations de taux de change sur les principaux postes de l'état consolidé de la situation financière.

<i>(en millions de dollars)</i>	Au 31 déc. 2017	Au 31 déc. 2016	Augmentation (diminution)	
			Incidence des taux de change	Écart excluant l'incidence des taux de change
	\$	\$	\$	\$
Débiteurs	131,6	137,9	(4,5)	(1,8)
Stocks	207,8	217,6	(8,5)	(1,3)
Immobilisations corporelles	273,3	268,8	(7,3)	11,8
Immobilisations incorporelles	199,8	233,7	(14,2)	(19,7)
Goodwill	199,4	213,0	(13,6)	-
Créditeurs et charges à payer	195,6	199,8	(7,3)	3,1
Dette à long terme incluant la tranche à court terme de la dette à long terme	168,7	252,5	(10,8)	(73,0)
Passifs d'impôt différé	44,6	52,0	(1,6)	(5,8)

Au 31 décembre 2017, l'actif de la Société totalise 1 055,7 millions \$ contre 1 103,6 millions \$ au 31 décembre 2016, soit une diminution de 4,3 % principalement attribuable à l'incidence d'un taux de conversion à la clôture moins élevé en 2017. En excluant cette incidence, l'actif de la Société serait en hausse de 0,4 million \$. À la fin de l'exercice 2017, le fonds de roulement de la Société se chiffre à 146,4 millions \$ pour un coefficient de 1,66:1, comparativement à 153,6 millions \$ et un coefficient de 1,70:1 au 31 décembre 2016.

Toujours au 31 décembre 2017, l'actif à court terme s'élève à 369,3 millions \$ contre 374,2 millions \$ au 31 décembre 2016. Le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » se chiffre à 16,2 millions \$ au 31 décembre 2017 alors qu'il était de 0,5 million \$ au 31 décembre 2016.

Les débiteurs s'élèvent à 131,6 millions \$ au 31 décembre 2017, comparativement à 137,9 millions \$ au 31 décembre 2016. En excluant l'incidence des taux de change, les débiteurs ont connu une baisse de 1,8 million \$ qui s'explique principalement par une diminution de 2,2 millions \$ des débiteurs-clients, découlant principalement d'une réduction de débiteurs liés à une agence gouvernementale américaine partiellement compensée par l'impact des ventes supérieures au quatrième trimestre de 2017 lorsque comparées à celles de 2016.

Les stocks sont passés de 217,6 millions \$ au 31 décembre 2016 à 207,8 millions \$ au 31 décembre 2017. En excluant l'incidence des taux de change, les stocks ont connu une baisse de 1,3 million \$ qui s'explique par une baisse de 2,2 millions \$ des stocks de matières premières et fournitures partiellement compensée par une augmentation de 0,9 million \$ des stocks de produits finis.

Au 31 décembre 2017, la juste valeur des instruments dérivés inscrite à l'actif à court terme est de 0,3 million \$, comparativement à 4,4 millions \$ au 31 décembre 2016. Ce poste de l'état de la situation financière reflète les écarts favorables entre le taux des contrats de change à terme que la Société a en sa possession pour couvrir ses besoins en monnaies étrangères pour les douze mois suivant la date de l'état de la situation financière et les taux de change à cette date.

Les autres actifs à court terme sont passés de 11,9 millions \$ au 31 décembre 2016 à 12,4 millions \$ au 31 décembre 2017. Cette hausse de 0,5 million \$ est principalement due à une hausse de 3,1 millions \$ des taxes de vente à recevoir partiellement compensée par une baisse de 1,6 million \$ des frais payés d'avance et une baisse de 1,0 million \$ des crédits d'impôts à recevoir.

De 268,8 millions \$ qu'elles étaient au 31 décembre 2016, les immobilisations corporelles totalisent 273,3 millions \$ au 31 décembre 2017. En excluant l'incidence des taux de change, les immobilisations corporelles ont connu une hausse de 11,8 millions \$. Ceci s'explique principalement par des acquisitions d'immobilisations corporelles de 38,0 millions \$ partiellement compensées par une charge d'amortissement de 24,7 millions \$ et par une décomptabilisation de 1,5 million \$ découlant de la vente d'une usine et d'un terrain de la Société.

Les immobilisations incorporelles sont passées de 233,7 millions \$ au 31 décembre 2016 à 199,8 millions \$ au 31 décembre 2017. En excluant l'incidence des taux de change, les immobilisations incorporelles ont connu une baisse de 19,7 millions \$ expliquée essentiellement par une charge d'amortissement de 20,5 millions \$ contre des acquisitions d'immobilisations incorporelles de 0,8 million \$.

L'actif net au titre des prestations définies est passé de 11,7 millions \$ au 31 décembre 2016 à 11,9 millions \$ au 31 décembre 2017. Cette hausse de 0,2 million \$ est expliquée par la capitalisation de 6,5 millions \$ des régimes de retraite à prestations définies atténuée par des dépenses de 3,1 millions \$ liées à ces régimes et par une perte actuarielle de 3,2 millions \$.

Les autres actifs à long terme sont passés de 1,4 million \$ au 31 décembre 2016 à 0,9 million \$ au 31 décembre 2017. Cette baisse de 0,5 million \$ est principalement liée à l'amortissement des frais financiers capitalisés relatifs aux crédits d'exploitation rotatifs.

Le passif à court terme s'élève à 222,9 millions \$ au 31 décembre 2017 comparativement à 220,5 millions \$ à la fin de l'exercice financier 2016. Le découvert bancaire se chiffre à 5,0 millions \$ au 31 décembre 2017 alors qu'il était de 6,4 millions \$ au 31 décembre 2016.

Les créiteurs et charges à payer sont passés de 199,8 millions \$ au 31 décembre 2016 à 195,6 millions \$ au 31 décembre 2017. En excluant l'incidence des taux de change, les créiteurs et charges à payer ont connu une hausse de 3,1 millions \$. Cette augmentation est principalement causée par : (i) une hausse de 8,2 millions \$ des comptes fournisseurs et frais courus due à des changements aux délais de paiement des fournisseurs; (ii) une baisse de 4,8 millions \$ du poste « Salaires et vacances à payer » due en partie à une diminution des vacances à payer et à des ajustements de charges salariales liées à la performance; et (iii) une baisse de 0,5 million \$ des frais commerciaux à payer.

Au 31 décembre 2017, la juste valeur des instruments dérivés inscrite au passif à court terme est de 5,4 millions \$, comparativement à 0,4 million \$ au 31 décembre 2016. Ce poste de l'état de la situation financière reflète les écarts défavorables entre le taux des contrats de change à terme que la Société a en sa possession pour couvrir ses besoins en monnaies étrangères pour les douze mois suivant la date de l'état de la situation financière et les taux de change à cette date.

Le passif net au titre des prestations définies est passé de 2,8 millions \$ au 31 décembre 2016 à 4,2 millions \$ au 31 décembre 2017. Cette hausse de 1,4 million \$ est expliquée principalement par des dépenses de 1,1 million \$ liées à ces régimes et par une perte actuarielle de 0,6 million \$ atténuée par la capitalisation de 0,2 million \$ des régimes de retraite à prestations définies.

En tenant compte de sa tranche à court terme, la dette à long terme totalise 168,7 millions \$ au 31 décembre 2017 comparativement à 252,5 millions \$ au 31 décembre 2016. En excluant l'incidence des taux de change, la dette à long terme a connu une baisse de 73,0 millions \$. Cette diminution est principalement liée aux remboursements de l'ordre de 54,7 millions \$ sur l'emprunt à terme de LPC et de 17,5 millions \$ sur les dettes canadiennes autres que le crédit rotatif. De plus, la Société a remboursé 5,0 millions \$ sur le crédit d'exploitation rotatif canadien mais a utilisé 2,4 millions \$ sur le crédit d'exploitation rotatif américain. Il faut également noter que la Société a amorti pour 1,8 million \$ de frais financiers capitalisés.

Les passifs d'impôt différé sont passés de 52,0 millions \$ au 31 décembre 2016 à 44,6 millions \$ au 31 décembre 2017. En excluant l'incidence des taux de change, les passifs d'impôt différé ont connu une baisse de 5,8 millions \$. Cette baisse s'explique principalement par un ajustement de 11,3 millions \$ lié à une réduction du taux d'imposition fédéral des sociétés suite à la réforme fiscale américaine adoptée en décembre 2017 et par l'impact fiscal de la constatation au résultat global de pertes sur instruments financiers désignés à des fins de couverture de flux de trésorerie et d'une perte actuarielle. Ces éléments ont été partiellement compensés par l'amortissement fiscal du goodwill, par la variation à la baisse des écarts temporaires relatifs aux frais courus des entités américaines ainsi que par l'utilisation partielle d'un report de pertes autres qu'en capital.

Les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société sont de 579,6 millions \$ au 31 décembre 2017, en hausse de 37,8 millions \$ par rapport au solde de 541,8 millions \$ du 31 décembre 2016. Le cumul des autres éléments du résultat global a diminué de 33,0 millions \$ suite à une baisse de 26,7 millions \$ de la réserve au titre de l'écart de change expliquée par la conversion des soldes de clôture libellés en dollars américains à un taux 2017 inférieur à celui du 31 décembre 2016 et par une baisse de 6,3 millions \$ de la réserve de couverture. Les résultats non distribués sont, pour leur part, en hausse de 70,8 millions \$ pour atteindre 477,6 millions \$ au terme de l'exercice 2017. Cette augmentation correspond essentiellement au résultat net attribuable aux actionnaires de l'exercice 2017 au montant de 89,9 millions \$, réduit des dividendes versés de 16,4 millions \$ et de la constatation aux autres éléments du résultat global d'une perte actuarielle (nette d'impôts) de 2,8 millions \$.

La participation ne donnant pas le contrôle a augmenté, passant de 43,8 millions \$ au 31 décembre 2016 à 45,4 millions \$ au 31 décembre 2017. La participation ne donnant pas le contrôle représente la quote-part d'une participation minoritaire dans les capitaux propres des entités américaines de la Société.

Obligations contractuelles

Les remboursements de capital requis sur la dette à long terme, les paiements minimums requis sur les contrats de location-financement, les engagements liés à des contrats de location simple, les obligations d'achat et les autres obligations pour les prochaines années se présentent comme suit :

(en milliers de dollars)

Obligations contractuelles	2018	2019 et 2020	2021 et 2022	2023 et suivantes
	\$	\$	\$	\$
Dette à long terme	10 325	135 297	9 591	14 464
Location-financement	242	158	8	-
Location simple	5 411	7 491	5 773	2 850
Obligations d'achat	227 883	5 364	1 850	761
Autres obligations ⁱ⁾	205 578	80	-	-
Total	449 439	148 390	17 222	18 075

i) Se composent du découvert bancaire, des créiteurs et charges à payer, des passifs d'instruments dérivés et des autres passifs financiers.

Analyse des flux de trésorerie consolidés de l'exercice 2017

(en milliers de dollars)	Quatrièmes trimestres terminés les		Exercices terminés les	
	31 déc. 2017	31 déc. 2016	31 déc. 2017	31 déc. 2016
	\$	\$	\$	\$
Activités d'exploitation	50 914	33 363	144 899	147 414
Activités de financement	(29 452)	(40 012)	(92 386)	(115 799)
Activités d'investissement	(16 207)	(7 419)	(35 800)	(28 200)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie	5 255	(14 068)	16 713	3 415
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	5 972	8 329	(5 836)	(8 989)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	9	(97)	359	(262)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	11 236	(5 836)	11 236	(5 836)

Au cours de l'exercice 2017, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation totalisent 144,9 millions \$, en baisse de 2,5 millions \$ par rapport à 2016. Cette variation à la baisse s'explique essentiellement par une variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation qui a généré des fonds de 5,1 millions \$ au cours de l'exercice 2017 comparativement à une génération de fonds de 23,0 millions \$ au cours de l'exercice précédent, pour une variation de 17,9 millions \$. Le changement dans la variation du fonds de roulement découle essentiellement de l'effet combiné des éléments suivants : (a) une variation des créiteurs et charges à payer générant 3,4 millions \$ au cours de l'exercice 2017 comparativement à une génération de fonds de 23,2 millions \$ au cours de l'exercice 2016; (b) une variation des débiteurs générant 1,8 million \$ au cours de l'exercice 2017 comparativement à une génération de fonds de 1,1 million \$ au cours de l'exercice précédent; (c) une variation des stocks générant 1,3 million \$ au cours de l'exercice 2017 comparativement à une génération de fonds de 0,7 million \$ au cours de la même période de l'exercice 2016; et (d) une variation des autres actifs et passifs à court terme utilisant 1,4 million \$ au cours de l'exercice 2017 comparativement à une utilisation de fonds de 2,0 millions \$ au cours de l'exercice précédent. Les éléments suivants ont également contribué à la variation à la baisse des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation : (i) des gains de change latents de 1,7 million \$ au cours de l'exercice 2017 comparativement à des pertes de change latentes de 0,2 million \$ au cours de l'exercice 2016, (ii) une augmentation de 1,7 million \$ des impôts versés, (iii) une diminution de 1,1 million \$ des charges passées en résultat, sans incidence de trésorerie, liées à des variations de juste valeur d'instruments financiers et (iv) des gains sur immobilisations de 0,6 million \$ au cours de l'exercice 2017 comparativement à des pertes sur immobilisations de 0,4 million \$ au cours de l'exercice précédent. Les éléments suivants ont eu pour effet de limiter la variation à la baisse des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation : (i) une hausse de 9,0 millions \$ du résultat avant

intérêts, impôts et amortissements, (ii) une diminution de 6,5 millions \$ des intérêts versés et (iii) une capitalisation inférieure de 5,4 millions \$ des régimes à prestations définies.

Au cours de l'exercice 2017, les activités de financement ont utilisé 92,4 millions \$ alors qu'elles avaient utilisé 115,8 millions \$ au cours de l'exercice 2016. Cette utilisation inférieure des fonds de 23,4 millions \$ s'explique principalement par (i) un remboursement de 2,6 millions \$ des crédits d'exploitation rotatifs au cours de l'exercice 2017 comparativement à un remboursement de 18,8 millions \$ au cours de l'exercice 2016, financé par une augmentation de 18,5 millions \$ de l'emprunt à terme de LPC, (ii) le règlement complet en mai 2016 des prêts participatifs pour un montant de 14,6 millions \$, (iii) une diminution de 10,9 millions \$ des remboursements de dette à long terme et (iv) le paiement en 2016 de 3,2 millions \$ de frais de financement capitalisés relatifs à la modification et au renouvellement des facilités de crédit américaines. Ces éléments ont été partiellement compensés par une augmentation de 2,8 millions \$ des dividendes versés et une augmentation de 0,2 million \$ des dividendes versés à la participation ne donnant pas le contrôle.

Au cours de l'exercice 2017, l'utilisation des fonds par les activités d'investissement a été de 35,8 millions \$ comparativement à 28,2 millions \$ pour la période comparable de 2016. Cette variation à la hausse provient principalement d'une augmentation de 10,9 millions \$ des sorties de fonds liées aux acquisitions d'immobilisations corporelles partiellement compensée par le produit net d'une cession d'immobilisations corporelles de 2,2 millions \$ réalisé lors de la vente d'une usine et d'un terrain de la Société et d'une baisse de 1,2 million \$ des sorties de fonds liées aux acquisitions d'immobilisations incorporelles.

Financement et liquidités

<i>(en milliers de dollars, sauf indication)</i>	Au 31 déc. 2017	Au 31 déc. 2016
	\$	\$
Tranche à court terme de la dette à long terme	9 807	10 033
Dette à long terme	158 915	242 459
Dette totale	168 722	252 492
Dette totale	168 722	252 492
Capitaux propres	624 962	585 581
Capital de la Société	793 684	838 073
Ratio dette totale / Capital de la Société ⁱ⁾ <i>(en %)</i>	21,3	30,1

i) Le ratio de dette totale sur le capital de la Société est obtenu en divisant la dette totale par le capital de la Société, tels que présentés dans ce tableau.

Au 31 décembre 2017, la Société affiche un solde de trésorerie et équivalents de trésorerie de 16,2 millions \$ et un découvert bancaire de 5,0 millions \$ comparativement à un solde de trésorerie et équivalents de trésorerie de 0,5 million \$ et un découvert bancaire de 6,4 millions \$ au 31 décembre 2016.

Au cours du deuxième trimestre de 2013, la Société a obtenu des facilités de crédit pour ses activités canadiennes dont le montant autorisé totalise près de 250 millions \$. Les facilités comprennent un crédit d'exploitation rotatif (« crédit rotatif CA ») commis d'une durée de cinq ans pour un montant autorisé de 175 millions \$ et un crédit à terme de près de 75 millions \$. Le crédit rotatif CA offre l'option à la Société, sous réserve de la participation de chacun des prêteurs, d'augmenter le montant disponible d'un montant total ne pouvant excéder 50 millions \$ et de prolonger annuellement, à chaque date d'anniversaire, la date d'échéance du crédit rotatif CA d'une période de un an, aux mêmes termes et conditions. En février 2017, la Société et le syndicat d'institutions financières ont convenu de prolonger la date d'échéance du crédit rotatif CA à avril 2022. Au 31 décembre 2017, l'encours du crédit rotatif CA était de nil \$ alors que ce montant était de 5,0 millions \$ au 31 décembre 2016.

Au cours du troisième trimestre de 2011, la Société avait également obtenu, par l'entremise d'une de ses filiales, une facilité de crédit d'exploitation rotatif (« crédit rotatif US ») d'un montant autorisé de 50 millions \$ US d'un syndicat de banques et d'autres prêteurs institutionnels. Ce crédit rotatif US a été consenti pour une période de cinq ans et n'est pas cautionné par Industries Lasonde inc. et ses filiales canadiennes. En septembre 2016, la Société a conclu, par l'entremise de certaines filiales, une entente visant à modifier et renouveler l'emprunt à terme et le crédit rotatif US qui venaient à échéance en août 2017. Ces facilités de crédit amendées et mises à jour, dont le montant autorisé totalise 239,4 millions \$ US, ont été consenties par un syndicat de banques afin de supporter les activités américaines de la Société. Les facilités comprennent un crédit rotatif US commis d'une durée de trois ans pour un montant autorisé de 75 millions \$ US et un emprunt à terme de 164,4 millions \$ US échéant en septembre 2019. Au 31 décembre 2017, l'encours du crédit rotatif US était de 3,8 millions \$ alors que ce montant était 1,3 million \$ au 31 décembre 2016.

Les modalités de ces facilités de crédit sont décrites à la note 20 des états financiers consolidés de la Société de l'exercice terminé le 31 décembre 2017. La Société estime être en mesure d'assurer son développement grâce aux flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation ainsi qu'à ses crédits bancaires actuellement disponibles.

Le ratio de la dette totale sur le capital de la Société est passé de 30,1 % au 31 décembre 2016 à 21,3 % au 31 décembre 2017. La réduction de ce ratio s'explique autant par la réduction de 83,8 millions \$ de la dette totale que par la hausse de 39,4 millions \$ des capitaux propres.

Pour l'exercice 2018, la Société entend accélérer son programme d'acquisition d'immobilisations pour augmenter de façon ciblée sa capacité de production. Elle continuera par ailleurs à moderniser ses équipements et améliorer ses procédés, en plus d'investir dans l'innovation et le développement durable. Les nouvelles immobilisations seront financées, dans la mesure du possible, à même les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société, bien qu'elle puisse aussi recourir à des emprunts si les taux d'intérêt et les conditions s'avèrent avantageux.

Programme de rachat d'actions

Au cours des exercices 2016 et 2017, la Société n'a racheté aucune action de catégorie A à droit de vote subalterne.

La Société n'a pas adopté de programme annuel de rachat d'actions dans le cours normal des activités depuis celui qui a pris fin le 13 janvier 2016.

Dividendes

En date du 15 février 2018, le conseil d'administration de la Société a déclaré, conformément à la politique de dividendes de la Société, un dividende trimestriel de 0,61 \$ par action à l'égard des actions de catégories A et B, payable le 15 mars 2018 à tous les porteurs d'actions de catégories A et B inscrits aux registres en date du 27 février 2018. Sur une base annualisée, ce dividende représente environ 25 % du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de l'exercice 2016. Ce dividende est un dividende déterminé.

Opérations boursières

La valeur de l'action de Industries Lasonde inc. s'est maintenue dans une fourchette de 199,75 \$ à 258,65 \$ au cours de l'année 2017. Le cours de clôture de l'exercice 2017 était de 256,02 \$ comparativement à 223,01 \$ à la fin de l'exercice 2016, en hausse de 14,8 %.

Arrangements hors état consolidé de la situation financière

Au 31 décembre 2017, la Société a des lettres de crédit en circulation totalisant 0,8 million \$.

Les engagements sont présentés à la note 28 des états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2017.

Quatrième trimestre

Données relatives aux résultats consolidés

<i>(en milliers de dollars, sauf indication)</i>	Quatrièmes trimestres terminés les		Exercices terminés les	
	31 déc. 2017	31 déc. 2016	31 déc. 2017	31 déc. 2016
	\$	\$	\$	\$
Ventes	402 591	385 646	1 526 148	1 509 505
Résultat d'exploitation	42 224	36 115	133 290	126 175
Résultat avant impôts	39 377	32 932	121 324	104 860
Résultat net	39 760	23 100	95 498	72 155
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	37 193	21 915	89 949	68 152
Résultat de base et dilué par action <i>(en \$)</i>	5,32	3,14	12,87	9,75
BAlIA ajusté ⁱ⁾	53 494	48 025	177 908	171 189
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	50 914	33 363	144 899	147 414

i) Pour la définition, se référer à la section « Mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport.

Les ventes du quatrième trimestre de 2017 totalisent 402,6 millions \$, en hausse de 17,0 millions \$ (4,4 %) sur les ventes de 385,6 millions \$ du quatrième trimestre de 2016. Cette hausse s'explique principalement par l'effet combiné des éléments suivants : (i) une hausse de 21,5 millions \$ des ventes de produits de marque privée; (ii) un effet de change défavorable de 11,8 millions \$; (iii) une hausse de 9,4 millions \$ du volume de ventes de produits de marque nationale; (iv) des fluctuations de prix de vente qui ont eu un effet défavorable de 1,8 million \$ sur les ventes de produits de marque nationale; (v) l'effet défavorable d'une hausse de 0,4 million \$ des frais de référencement; et (vi) une variation favorable de la composition des ventes de produits de marque nationale qui a causé une augmentation des ventes de 0,1 million \$.

Le coût des ventes est passé de 272,7 millions \$ au quatrième trimestre de 2016 à 278,8 millions \$ pour la période comparable de l'exercice financier en cours, en hausse de 6,1 millions \$ ou 2,2 %. Cette hausse du coût des ventes est inférieure à la hausse de 4,4 % des ventes, reflétant essentiellement une baisse du taux d'imputation des frais généraux de fabrication fixes liée à une augmentation du volume de production au cours du quatrième trimestre de 2017. Une baisse du coût des matières premières a également eu un effet favorable sur le coût des ventes de la Société au cours de ce trimestre.

Les frais de vente et d'administration sont passés de 76,7 millions \$ au quatrième trimestre de 2016 à 81,6 millions \$ pour le quatrième trimestre de 2017, en hausse de 4,9 millions \$. Cette hausse est principalement due à des ajustements de charges salariales liées à la performance et à une hausse des frais de transport partiellement compensés par un effet de change favorable affectant la conversion en dollars canadiens des frais de vente et d'administration des entités américaines et par des économies salariales de 1,8 million \$ découlant, entre autres, de la révision des processus de gestion effectuée au premier trimestre de 2017.

Le résultat d'exploitation de la Société a été de 42,2 millions \$ pour le quatrième trimestre de 2017, en hausse de 6,1 millions \$ sur le résultat d'exploitation de 36,1 millions \$ du trimestre comparable de l'exercice précédent.

Les frais financiers de la Société sont passés de 3,4 millions \$ au quatrième trimestre de 2016 à 2,9 millions \$ au cours de ce trimestre. Cette baisse de 0,5 million \$ provient principalement d'une diminution de 0,6 million \$ de la charge d'intérêts expliquée par le niveau de dette inférieur.

Les « Autres (gains) pertes » sont passés d'un gain de 0,2 million \$ au quatrième trimestre de 2016 à un gain de 0,1 million \$ en 2017. Ces gains proviennent essentiellement de gains de change.

Le résultat avant impôts du quatrième trimestre de 2017 est de 39,4 millions \$, en hausse de 6,5 millions \$ sur le résultat avant impôts du quatrième trimestre de 2016 qui était de 32,9 millions \$.

Les impôts sur le résultat passent d'une dépense de 9,8 millions \$ pour le quatrième trimestre de 2016 à un crédit de 0,4 million \$ pour le trimestre comparable de 2017, pour un taux effectif de -1,0 %. Cet écart important s'explique par un ajustement favorable, sans effet de trésorerie, de 11,3 millions \$ des passifs d'impôt différé des entités américaines. Cet ajustement à la baisse des passifs d'impôt différé découle de la réduction du taux d'imposition fédéral des sociétés suite à la réforme fiscale américaine adoptée en décembre 2017. Sans les effets de cet ajustement, le taux effectif ajusté du quatrième trimestre de 2017 aurait été de 27,8 % alors que le taux du trimestre comparable de 2016 avait été de 29,9 %. La baisse du taux effectif d'imposition ajusté du quatrième trimestre de 2017 s'explique par une répartition géographique favorable du résultat avant impôts des entités de la Société et par une variation à la hausse d'une déduction spéciale pour activité de production domestique aux États-Unis.

Le résultat net du quatrième trimestre de 2017 est de 39,8 millions \$, en hausse de 16,7 millions \$ sur le résultat net de 23,1 millions \$ constaté au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Sans les effets de l'ajustement des passifs d'impôt différé, le résultat net ajusté du quatrième trimestre de 2017 aurait été de 28,5 millions \$ en hausse de 5,4 millions \$ sur le résultat net de l'exercice précédent.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'établit à 37,2 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 5,32 \$ pour le quatrième trimestre de 2017. Sans l'impact de 10,2 millions \$ lié à l'ajustement des passifs d'impôt différé, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté du quatrième trimestre de 2017 aurait été de 27,0 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action ajusté de 3,86 \$. Il se compare à un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 21,9 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 3,14 \$ pour la période comparable de 2016.

Analyse des flux de trésorerie consolidés du trimestre

Au cours du quatrième trimestre de 2017, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation totalisent 50,9 millions \$, alors que ces activités avaient généré 33,4 millions \$ au cours du quatrième trimestre de 2016. Cette variation à la hausse de 17,5 millions \$ s'explique essentiellement par une variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation qui a généré des fonds de 6,1 millions \$ au cours du quatrième trimestre de 2017 comparativement à une utilisation de fonds de 2,8 millions \$ au cours de la même période de l'exercice précédent, pour une augmentation de fonds générés de 8,9 millions \$. Le changement dans la variation du fonds de roulement découle essentiellement de l'effet combiné des éléments suivants : (a) une variation des stocks générant 15,1 millions \$ au quatrième trimestre de 2017 comparativement à une génération de fonds de 3,2 millions \$ au quatrième trimestre de 2016; (b) une variation des débiteurs utilisant 5,0 millions \$ au cours du quatrième trimestre de 2017 comparativement à une génération de fonds de 6,0 millions \$ au cours de la même période de l'exercice précédent; (c) une variation des créditeurs et charges à payer utilisant 3,2 millions \$ au cours du quatrième trimestre de 2017 comparativement à une utilisation de fonds de 10,3 millions \$ au quatrième trimestre de 2016; et (d) une variation des autres actifs et passifs à court terme utilisant 0,8 million \$ au cours du quatrième trimestre de 2017 comparativement à une utilisation de fonds de 1,6 million \$ au cours de la même période de l'exercice précédent. Les éléments suivants ont également contribué à la variation à la hausse des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation : (i) une capitalisation inférieure de 6,6 millions \$ des régimes à prestations définies et (ii) une hausse de 5,4 millions \$ du résultat avant intérêts, impôts et amortissements. Les éléments suivants ont eu pour effet de limiter la variation à la hausse des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation : (i) une baisse de 2,1 millions \$ des impôts encaissés et (ii) une hausse de 1,5 million \$ des impôts versés.

Les activités de financement ont utilisé 29,5 millions \$ au cours du quatrième trimestre de 2017, alors qu'elles avaient utilisé 40,0 millions \$ au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette variation à la baisse de 10,5 millions \$ provient principalement de l'effet combiné des éléments suivants : (i) une diminution de 7,7 millions \$ des remboursements de dette à long terme; (ii) un apport de fonds de 2,4 millions \$ des crédits d'exploitation rotatifs au cours du quatrième trimestre de 2017 comparativement à un remboursement de 0,3 million \$ des crédits d'exploitation rotatifs au cours du quatrième trimestre de 2016; et (iii) le paiement en 2016 de 0,9 million \$ de frais de financement capitalisés relatifs à la modification et au renouvellement des facilités de crédit américaines. Ces éléments ont été partiellement compensés par une augmentation de 0,7 million \$ des dividendes versés.

Les activités d'investissement ont utilisé des fonds totalisant 16,2 millions \$ au cours du quatrième trimestre de 2017, alors qu'elles avaient utilisé 7,4 millions \$ au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette variation à la hausse de 8,8 millions \$ s'explique essentiellement par une hausse de 8,5 millions \$ des sorties de fonds liées aux acquisitions d'immobilisations corporelles et par une augmentation de 0,3 million \$ des sorties de fonds liées aux acquisitions d'immobilisations incorporelles.

Mesures financières non conformes aux IFRS

Les mesures financières non conformes aux IFRS n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs.

Fonds de roulement et ratio de fonds de roulement

La mesure financière « fonds de roulement » est utilisée par la Société pour évaluer si l'actif à court terme est suffisant pour acquitter le passif à court terme. Le fonds de roulement est le résultat de l'actif à court terme moins le passif à court terme, tandis que « le ratio de fonds de roulement » est obtenu en divisant l'actif à court terme par le passif à court terme.

	Au 31 déc. 2017	Au 31 déc. 2016
	\$	\$
<i>(en milliers de dollars, sauf le ratio de fonds de roulement)</i>		
Actif à court terme	369 336	374 158
Passif à court terme	222 944	220 510
Fonds de roulement	146 392	153 648
Ratio de fonds de roulement	1,66:1	1,70:1

Capitaux propres sur l'actif total

La mesure financière « capitaux propres sur l'actif total » est utilisée par la Société pour évaluer la part de l'investissement des actionnaires par rapport à l'actif total de la Société. Le ratio capitaux propres sur l'actif total est obtenu en divisant les capitaux propres par l'actif total tels qu'ils sont présentés à l'état consolidé de la situation financière de la Société.

<i>(en milliers de dollars, sauf indication)</i>	Au	Au
	31 déc. 2017	31 déc. 2016
	\$	\$
Capitaux propres	624 962	585 581
Actif total	1 055 711	1 103 641
Ratio capitaux propres / actif total <i>(en %)</i>	59,2	53,1

Résultat avant intérêts, impôts et amortissements ajusté

La mesure financière « résultat avant intérêts, impôts et amortissements ajusté » (« BAIIA ajusté ») est utilisée par la Société et les investisseurs pour mesurer sa capacité de générer des flux monétaires futurs à même ses activités et d'acquitter ses charges financières. Le BAIIA ajusté se compose de la somme du résultat d'exploitation, de l'amortissement des immobilisations, tel que présenté dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, et des « (Gains) pertes sur immobilisations », s'il y a lieu.

<i>(en milliers de dollars)</i>	Quatrièmes trimestres terminés les		Exercices terminés les	
	31 déc. 2017	31 déc. 2016	31 déc. 2017	31 déc. 2016
	\$	\$	\$	\$
Résultat d'exploitation	42 224	36 115	133 290	126 175
Amortissement des immobilisations	11 256	11 766	45 214	44 627
(Gains) pertes sur immobilisations	14	144	(596)	387
BAIIA ajusté	53 494	48 025	177 908	171 189

La charge d'amortissement est passée de 11,8 millions \$ au quatrième trimestre de 2016 à 11,3 millions \$ pour le trimestre comparable de 2017. En excluant un effet de change favorable de 0,4 million \$, la charge d'amortissement a connu une baisse de 0,1 million \$. La charge d'amortissement est passée de 44,6 millions \$ en 2016 à 45,2 millions \$ en 2017. En excluant un effet de change favorable de 0,6 million \$, la charge d'amortissement a connu une hausse de 1,2 million \$ expliquée par les acquisitions d'immobilisations corporelles.

Hypothèses et estimations comptables significatives

La préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS exige que la direction exerce son jugement dans l'application des méthodes comptables et qu'elle utilise des hypothèses et des estimations qui ont une incidence sur les montants comptabilisés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges dans les états financiers consolidés et sur les renseignements fournis quant aux passifs éventuels et actifs éventuels. Ces hypothèses et ces estimations sont évaluées continuellement et sont basées sur l'expérience passée et d'autres facteurs, incluant les événements futurs jugés raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels portant sur les éléments faisant l'objet d'hypothèses et d'estimations pourraient donc différer de celles-ci.

Des explications quant aux principales hypothèses et estimations utilisées sont présentées ci-dessous :

Évaluation des revenus tirés de la vente de produits

Les revenus tirés de la vente de produits sont présentés déduction faite des frais commerciaux. L'établissement des montants de rabais et de redevances utilise, dans certains cas, des hypothèses fondées sur des estimations basées sur l'historique et l'expérience de la Société.

Évaluation des impôts sur le résultat

La préparation des états financiers consolidés requiert une estimation des impôts sur le résultat et des actifs et passifs d'impôt différé selon les lois fiscales des divers territoires où la Société exerce ses activités.

Des hypothèses et estimations sont émises afin de déterminer le montant des actifs d'impôt différé pouvant être comptabilisé, d'après l'échéancier probable et le niveau du résultat imposable futur de la Société ainsi que les stratégies fiscales futures. Le montant total des actifs d'impôt différé peut être modifié si les estimations du résultat imposable futur prévu et des avantages attendus des stratégies

fiscales sont revues à la baisse, ou en cas d'adoption de modifications des lois fiscales qui limitent, en temps ou en ampleur, la capacité de la Société à utiliser des avantages fiscaux futurs.

Le recours au jugement est également nécessaire pour évaluer l'incidence des interprétations, des lois et règlements fiscaux, de façon à s'assurer de l'intégralité et de la présentation fiable de l'impôt à recouvrer, de l'impôt exigible ainsi que des actifs et passifs d'impôt différé.

Évaluation des actifs et passifs au titre des prestations définies

L'évaluation par la Société des actifs et passifs afférents aux régimes à prestations définies requiert l'utilisation de données statistiques et autres paramètres visant à anticiper des évolutions futures. Ces paramètres incluent le taux d'actualisation de l'obligation au titre des prestations définies et du calcul des intérêts nets sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies, le taux de croissance attendu des salaires, le taux d'indexation des rentes servies ainsi que la table de mortalité. Dans des circonstances où les hypothèses actuarielles s'avéreraient significativement différentes des données réelles observées ultérieurement, il pourrait en résulter une modification substantielle du montant du coût des prestations des régimes à prestations définies porté en résultat et en autres éléments du résultat global ainsi que de l'actif net ou du passif net au titre des prestations définies présenté à l'état consolidé de la situation financière.

Les évaluations actuarielles pour fins de capitalisation ont été effectuées en date des 1^{er} janvier 2015, 30 septembre 2017 et 31 décembre 2017, selon les régimes. Ces évaluations actuarielles sont effectuées à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant le taux d'actualisation, le taux de croissance attendu des salaires, le taux d'indexation des rentes servies ainsi que la table de mortalité. Des changements apportés à ces hypothèses pourraient avoir une incidence sur les coûts et obligations au titre des prestations définies. Au cours des exercices 2016 et 2017, la Société a capitalisé 12,1 millions \$ et 6,7 millions \$ respectivement dans ses régimes à prestations définies.

Évaluation d'actifs non financiers

Le modèle des flux futurs de trésorerie actualisés mis en œuvre pour déterminer la juste valeur des groupes d'unités génératrices de trésorerie (« UGT ») auxquels est affecté le goodwill nécessite l'utilisation d'un certain nombre de paramètres tels que les estimations de flux futurs de trésorerie, les taux d'actualisation ainsi que d'autres variables; il requiert donc l'exercice du jugement de façon substantielle. Les tests de dépréciation sur les immobilisations corporelles et incorporelles sont également fondés sur des hypothèses. Toute dégradation future des conditions de marché ou la réalisation de faibles performances opérationnelles pourrait se traduire par l'incapacité de recouvrer les valeurs comptables actuelles des immobilisations corporelles et incorporelles. Une perte de valeur relative aux tests de dépréciation avait été constatée en 2016 pour un montant de 0,1 million \$ alors qu'aucune perte de valeur n'a été constatée en 2017.

Adoption de normes IFRS

IAS 12 « Impôts sur le résultat »

Le 1^{er} janvier 2017, la Société a adopté la version modifiée de la norme IAS 12 qui s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2017.

L'adoption de la version modifiée de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie »

Le 1^{er} janvier 2017, la Société a adopté la version modifiée de la norme IAS 7 qui s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2017.

L'adoption de la version modifiée de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société, sauf pour les nouvelles exigences de divulgation qui sont présentées à la note 24.

Modifications comptables futures

IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients »

En mai 2014, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié la norme IFRS 15 qui vise le remplacement des normes suivantes : IAS 11 « Contrats de construction », IAS 18 « Produits des activités ordinaires », IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle », IFRIC 15 « Contrats de construction de biens immobiliers », IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients » et SIC-31 « Produits des activités ordinaires – opérations de troc impliquant des services de publicité ». Cette nouvelle norme établit les directives quant à la constatation et à la divulgation des produits s'appliquant à tous les contrats conclus avec des clients.

Cette norme s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018.

La Société a adopté la norme IFRS 15 le 1^{er} janvier 2018 et estime que l'adoption n'aura aucune incidence sur ses états financiers consolidés, mais aura une incidence sur les notes afférentes aux états financiers consolidés, principalement au niveau de l'allocation entre les revenus tirés de la vente de produits et les revenus tirés de la prestation de services.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, l'incidence de l'adoption de cette norme au 1^{er} janvier 2017 aurait été une réduction de 16,8 millions \$ des revenus tirés de la vente de produits et une hausse correspondante des revenus tirés de la prestation de services.

La Société présentera les divulgations requises dans ses états financiers consolidés de l'exercice se terminant le 31 décembre 2018.

IFRS 9 « Instruments financiers »

En juillet 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 9 qui complète le remplacement de la norme IAS 39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation ». IFRS 9 introduit un nouveau modèle de classification et d'évaluation des actifs et passifs financiers, un modèle de dépréciation plus prospectif fondé sur les pertes de crédit attendues et un modèle de comptabilité de couverture substantiellement modifié.

Cette norme s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018.

La Société a adopté la norme IFRS 9 le 1^{er} janvier 2018 et estime que l'adoption aura pour incidence de modifier la classification de ses instruments financiers, mais n'affectera pas l'évaluation de ceux-ci, à l'exception des modifications de passifs financiers qui ne résultent pas en une décomptabilisation, et n'aura aucune incidence sur leur dépréciation ou la comptabilité de couverture.

Au niveau des modifications de passifs financiers qui ne résultent pas en une décomptabilisation, la norme IFRS 9 indique qu'elles doivent mener à la comptabilisation d'un gain ou d'une perte au résultat net. Ce changement a été appliqué de manière rétrospective en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application au 1^{er} janvier 2018.

Par ailleurs, les reclassements des autres éléments du résultat global en résultat net devront dorénavant être présentés directement dans les capitaux propres plutôt que dans les états consolidés du résultat global.

L'incidence de l'adoption de la norme IFRS 9 au 1^{er} janvier 2017 sur les états consolidés du résultat pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 aurait été une augmentation d'environ 2,4 millions \$ des frais financiers et une réduction d'environ 0,9 million \$ des impôts sur le résultat, ayant pour effet une réduction d'environ 1,5 million \$ du résultat net et d'environ 1,4 million \$ du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. L'incidence sur les états consolidés de la situation financière au 31 décembre 2017, aurait été une réduction d'environ 3,8 millions \$ de la dette à long terme (incluant la tranche à court terme) ainsi qu'une augmentation d'environ 1,0 million \$ des passifs d'impôt différé et d'environ 2,8 millions \$ des capitaux propres. De plus, le taux d'intérêt effectif de l'emprunt à terme de LPC au 31 décembre 2017 aurait été de 6,15 % au lieu de 4,10 %.

La Société présentera les divulgations requises dans ses états financiers consolidés du premier trimestre se terminant le 31 mars 2018.

IFRS 16 « Contrats de location »

En janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 qui vise le remplacement des normes suivantes : IAS 17 « Contrat de location », IFRIC 4 « Déterminer si un accord contient un contrat de location », SIC-15 « Avantages dans les contrats de location simple » et SIC 27 « Évaluation de la substance des transactions prenant la forme juridique d'un contrat de location ». Cette nouvelle norme établit les directives quant à la constatation et à la divulgation des contrats de location. L'objectif consiste à ce que les preneurs et les bailleurs fournissent de l'information pertinente qui reflète le plus fidèlement possible ces transactions.

Cette norme s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019.

La Société est à évaluer l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers consolidés.

IFRIC 22 « Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée »

En décembre 2016, l'IASB a publié la norme IFRIC 22 afin de préciser le taux de change à utiliser lors de la comptabilisation de produits ou d'actifs dans les circonstances où l'entité a reçu ou payé à l'avance une contrepartie en devise étrangère.

Cette norme s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018.

L'adoption de cette norme n'aura aucune incidence financière sur les états financiers consolidés de la Société.

IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux »

En juin 2017, l'IASB a publié la norme IFRIC 23 afin de clarifier les exigences de comptabilisation et d'évaluation dans IAS 12 « Impôts sur le résultat » lorsqu'il existe une incertitude quant aux traitements de l'impôt sur le résultat.

Cette norme s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019.

L'adoption de cette norme n'aura aucune incidence financière sur les états financiers consolidés de la Société.

IAS 19 « Avantages du personnel »

En février 2018, l'IASB a modifié la norme IAS 19 afin de clarifier les exigences lors de la modification, la réduction ou la liquidation d'un régime.

Cette norme s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019.

L'adoption de cette norme n'aura aucune incidence financière sur les états financiers consolidés de la Société.

Incertitudes et principaux facteurs de risque

Les incertitudes et facteurs de risque décrits ci-après sont ceux considérés comme ayant vraisemblablement ou étant susceptibles d'avoir une incidence significative sur la situation et les résultats financiers de la Société. Toutes les éventualités ne sont pas abordées et il n'est pas certain que les risques et incertitudes dans les énoncés qui suivent se réaliseront de la manière envisagée ou qu'ils auront les conséquences prévues.

Instruments financiers et exposition aux risques financiers

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt représente l'exposition de la Société à une augmentation ou à une baisse de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux d'intérêt. La Société est exposée au risque de flux de trésorerie en raison des fluctuations de taux d'intérêt de ses obligations financières portant intérêt à des taux variables et au risque de juste valeur en raison de ses obligations financières à taux fixe.

De plus, lors du refinancement d'un instrument d'emprunt, selon la disponibilité de fonds sur le marché et le risque relatif de la Société perçu par les prêteurs, la marge à ajouter aux taux de référence, comme le taux des acceptations bancaires (« CDOR »), le taux interbancaire offert à Londres (« LIBOR ») et les taux préférentiels, pourrait varier, influençant directement le taux d'intérêt payable par la Société.

La Société cherche à maintenir une combinaison appropriée d'obligations financières à taux fixe et à taux variable afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt. À cet effet et pour convertir de façon synthétique l'exposition aux taux d'intérêt, elle utilise des instruments dérivés qui prennent la forme de swaps de taux d'intérêt.

Relativement à ses obligations financières à taux variables, les flux de trésorerie subiraient une incidence négative en cas d'augmentation des taux de référence; l'incidence serait positive relativement aux swaps de taux d'intérêt. Une diminution de ces mêmes taux aurait une incidence contraire et d'amplitude similaire.

L'utilisation d'un financement à terme est principalement liée aux obligations à long terme de la Société découlant de l'acquisition d'actifs à long terme et de regroupements d'entreprises. Les crédits rotatifs sont utilisés principalement pour financer le fonds de roulement de la Société et fluctuent essentiellement selon des facteurs saisonniers spécifiques à la Société. La Société peut également utiliser ses crédits rotatifs en ajout au financement à terme dans le cadre d'un regroupement d'entreprises si elle juge qu'elle sera en mesure de rembourser cette somme à moyen terme.

Au 31 décembre 2017, la Société possédait des swaps de taux d'intérêt visant à couvrir l'effet des fluctuations futures des taux d'intérêt LIBOR, applicables à l'emprunt à terme de LPC, sur les flux monétaires de la Société. Au 31 décembre 2016, la Société possédait également un swap de taux d'intérêt échéant en août 2017 et qui ne faisait pas l'objet de la comptabilité de couverture. La variation de la juste valeur de ce swap a entraîné une charge de 0,4 million \$ en 2016 et un gain de moins de 0,1 million \$ en 2017. Les deux swaps de taux d'intérêt échéant en septembre 2019 font l'objet de la comptabilité de couverture. Au 31 décembre 2017, la juste valeur positive des swaps de taux d'intérêt s'établissait, sur une base nette, à 1,0 million \$. Elle est présentée à l'état consolidé de la situation financière de la Société sous la rubrique Instruments dérivés.

Le tableau suivant présente un sommaire des swaps de taux d'intérêt de la Société :

Date de début	Date de fin	Type	Taux fixe	Taux flottant	Montant notionnel au 31 déc. 2017	Juste valeur
			%		en \$ US	en \$
Octobre 2016	Septembre 2019	Payeur fixe	1,2340	LIBOR 3 mois	35 000 000	582 000
Août 2017	Septembre 2019	Payeur fixe	1,2300	LIBOR 3 mois	45 000 000	459 000

Risque de change

Le risque de change représente l'exposition de la Société, en raison de la variation des taux de change, à une baisse ou à une augmentation :

- ♦ De la valeur de ses instruments financiers, principalement, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des autres éléments du fonds de roulement et des soldes inter-sociétés libellés en monnaies étrangères;
- ♦ De ses investissements nets dans ses établissements à l'étranger puisqu'ils utilisent comme monnaie fonctionnelle le dollar américain; et
- ♦ De la valeur des transactions libellées en monnaies étrangères effectuées par les entités qui ont le dollar canadien comme monnaie fonctionnelle, soit :
 - Les achats de matières premières et fournitures ainsi que d'équipements libellés en monnaies étrangères effectués par les entités canadiennes; et
 - Les ventes libellées en monnaies étrangères effectuées par les entités canadiennes.

Le risque de change est géré conformément à la politique de gestion du risque de change de la Société. L'objectif visé par cette politique est d'atténuer l'incidence de la fluctuation des taux de change sur le résultat et la situation financière de la Société. Selon cette politique de change, la Société est tenue d'identifier, par secteur géographique, toute exposition au risque de change réelle et potentielle découlant de ses activités. Toujours selon cette même politique, il est strictement interdit d'effectuer des opérations de change à des fins spéculatives.

La Société utilise diverses stratégies, y compris l'utilisation d'instruments dérivés et de techniques de gestion des couvertures naturelles, dans le cadre de ses activités pour atténuer les risques de change. La stratégie de couverture de ces risques est effectuée par un service de trésorerie centralisé. Au 31 décembre 2017, les montants en dollars canadiens des débiteurs, des créditeurs et charges à payer et des autres passifs à court terme libellés dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle des entités totalisaient respectivement 9,9 millions \$, 32,4 millions \$ et 0,3 million \$.

Au 31 décembre 2017, des contrats de change à terme visant la couverture des fluctuations des taux de change relatifs aux achats futurs libellés en monnaies étrangères étaient en vigueur pour un montant de 177,2 millions \$. Ces contrats obligent la Société à acheter des devises à des taux prédéterminés. Au 31 décembre 2017, la juste valeur négative des contrats s'établissait, sur une base nette, à 5,2 millions \$. Elle est présentée à l'état consolidé de la situation financière de la Société sous la rubrique Instruments dérivés.

Le tableau suivant présente un sommaire des contrats de change de la Société :

Contrats de change	Type	Taux	Montant contractuel	Juste valeur nette
		\$ CA		
De 1 à 13 mois	Achat	1,2202 à 1,3587	134 000 000 \$ US	(5 181 000) \$
De 1 à 12 mois	Achat	1,5062 à 1,5328	2 681 000 €	(5 000) \$

Comptabilité de couverture

La Société utilise la comptabilité de couverture pour ses achats de matières premières et fournitures, pour ses acquisitions d'immobilisations corporelles et pour couvrir le risque de taux d'intérêt sur ses emprunts à terme à taux variable. Pour les instruments dérivés désignés à des fins de couverture de flux de trésorerie, la variation de juste valeur relative à la portion efficace de la couverture est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et le cumul est présenté à titre de réserve de couverture dans l'état consolidé des capitaux propres. Les montants cumulés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat net dans la période au cours de laquelle l'élément couvert a un impact sur le résultat net. Toute portion inefficace est immédiatement portée en résultat dans les « Autres (gains) pertes ».

Lorsque les transactions prévues qui constituent des éléments couverts entraînent la constatation d'actifs non financiers (par exemple des stocks), les gains ou pertes antérieurement comptabilisés dans la réserve de couverture sont inclus dans la valeur comptable initiale des actifs non financiers acquis et sont comptabilisés en résultat net à mesure que les actifs non financiers couverts sont décomptabilisés.

Lorsque la relation de couverture ne satisfait plus aux règles de la comptabilité de couverture ou lorsque l'instrument de couverture arrive à maturité, est vendu, résilié, exercé ou que sa désignation est annulée, la Société cesse d'appliquer la comptabilité de couverture de manière prospective pour cette relation ou instrument. Les gains ou pertes correspondants précédemment constatés dans la réserve de couverture sont maintenus dans celle-ci et sont portés en résultat de la période au cours de laquelle l'élément couvert sous-jacent est constaté au résultat. De plus, si la Société estime que l'opération future ne se réalisera pas, les gains ou pertes cumulés correspondants constatés dans la réserve de couverture sont immédiatement portés en résultat dans les « Autres (gains) pertes ». Les gains, nets des pertes, sur dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie portées en résultat ont été de 0,5 million \$ en 2017 comparativement à des pertes nettes de 2,5 millions \$ portés en résultat en 2016.

La juste valeur des instruments dérivés a été établie selon les informations obtenues des institutions financières ayant agi comme contreparties dans ces opérations de couverture.

Le lecteur trouvera des informations plus détaillées sur les instruments financiers et la gestion des risques qui y sont liés aux notes 12 et 26 des états financiers consolidés de la Société.

Risque de crédit

La Société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. La Société analyse et révisé de façon continue la situation financière de sa clientèle actuelle et applique des procédures rigoureuses pour tout nouveau client. Une limite de crédit spécifique par client est établie et révisée régulièrement par la Société. La Société gère son risque de crédit comme suit :

- ♦ Les limites de crédit sont établies et analysées par des spécialistes internes du crédit, en fonction de sources pertinentes et de l'expérience de la Société auprès de ses clients;
- ♦ Les filiales canadiennes de la Société contractent une assurance-crédit pour la majorité de leurs ventes effectuées hors Canada;
- ♦ Les filiales américaines de la Société contractent une assurance-crédit pour la majorité de leurs ventes; et
- ♦ Les termes de crédit peuvent varier en fonction du risque de crédit du client.

Les états financiers consolidés tiennent compte des provisions pour créances douteuses, lesquelles sont estimées par la direction de la Société selon l'expérience passée et son évaluation de l'environnement économique actuel.

Douanes, fiscalité et comptabilité

Des modifications apportées aux lois, règlements ou politiques touchant les activités de la Société, de même que de nouvelles prises de positions comptables de la part des organismes appropriés, pourraient avoir une incidence significative sur son rendement financier et le rendement de son exploitation. En se conformant à ces modifications, la Société pourrait engager des frais significatifs. La Société porte une attention particulière aux discussions touchant les tarifs douaniers qui pourraient affecter ses achats et ses ventes aux États-Unis. Il faut ici noter que la Société importe aux États-Unis pour environ 122 millions \$ US de matières premières pour sa production américaine. Tout changement de tarifs douaniers qui aurait pour effet d'augmenter le coût après impôts de ces matières premières pourrait affecter les résultats de la Société, si elle n'est pas en mesure de procéder à des ajustements de prix pour en compenser les effets négatifs. Ces ajustements pourraient, le cas échéant, avoir certains impacts négatifs sur les volumes de ventes de la Société. De plus, les ventes des entités canadiennes aux États-Unis se chiffrent, quant à elles, à 61,2 millions \$ en 2017. Une augmentation des tarifs douaniers touchant les produits que les entités canadiennes de la Société vendent aux États-Unis pourrait nuire à la position concurrentielle de la Société.

Relations de travail

Industries Lassonde inc. compte près de 2 100 employés dont un nombre important est visé par des conventions collectives. L'objectif de la Société consiste à négocier des conventions collectives dont les conditions lui permettent d'être concurrentielle, selon des durées procurant un climat de travail favorable dans tous les secteurs et suivant des échéanciers variés.

Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des débiteurs, du découvert bancaire et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

La juste valeur de la dette à long terme au 31 décembre 2017 est supérieure de 3,5 millions \$ à sa valeur comptable alors qu'elle était supérieure de 8,1 millions \$ à sa valeur comptable au 31 décembre 2016. La Société détermine cette juste valeur en utilisant la méthode

de l'actualisation des flux de trésorerie et au moyen des taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires dont la Société aurait pu se prévaloir sur les marchés à la date d'évaluation.

Concurrence

Les marchés nord-américains de jus et boissons et de produits alimentaires de spécialités au sein desquels œuvre la Société sont très compétitifs. La Société se mesure à plusieurs concurrents régionaux, nationaux et internationaux, dont certains de grande taille. En janvier 2018, une importante entreprise européenne a fait l'acquisition des activités d'embouteillage du principal concurrent américain de la Société, ce qui pourrait affecter l'offre de jus et boissons de fruits de marque privée aux États-Unis. Ces facteurs contribuent tous à hausser les frais commerciaux, les rabais et/ou les redevances liés à la promotion des produits de ce secteur auprès des grossistes et grands détaillants et ils peuvent affecter les marges bénéficiaires de la Société. La Société estime toutefois qu'elle dispose de la force de ses relations avec les clients, la variété de ses produits et de ses types d'emballage, son pouvoir d'achat, ses réseaux de distribution et la notoriété de ses marques de commerce pour faire face à ses concurrents.

Commercialisation et concentration de la clientèle

La Société réalise la majeure partie de ses ventes auprès de détaillants et de grossistes en alimentation. Ce marché est fortement concentré au Canada puisque cinq détaillants contrôlent plus de 80 % du marché. Du côté américain, le degré de concentration du marché est moins significatif avec 10 détaillants qui représentent un peu moins de 60 % du marché. Les services alimentaires, représentés notamment par les restaurants, les hôpitaux, les hôtels, les écoles et les grossistes desservant ces établissements, génèrent les autres ventes.

Les trois plus grands clients de Industries Lassonde inc. représentaient, en 2017, 28,0 % des ventes de la Société. La perte d'un de ces clients pourrait avoir un impact significatif sur les résultats de la Société. Un des clients de la Société représentait, en 2017, plus de 10 % des ventes de la Société.

Approvisionnement en matières premières

La Société achète des matières premières qu'elle transforme en produits finis. La fluctuation du prix de ces matières pourrait donc avoir un effet haussier ou baissier sur les résultats de la Société. Celle-ci a pour politique de se prémunir, lorsque les circonstances le justifient, contre des variations significatives dans les cours des matières premières en concluant des ententes à prix fixes avec ses principaux fournisseurs. Aussi, la Société vise la diversification de ses sources d'approvisionnement et de ses produits, en vue de réduire ses risques liés à cette activité. Comme un certain nombre de ses concurrents qui utilisent une technologie d'emballage similaire, la Société effectue une partie importante de ses approvisionnements de carton laminé auprès d'un fournisseur. De plus, la Société, tout comme un certain nombre de ses concurrents, achète une grande partie de son jus d'orange auprès d'un seul fournisseur.

Responsabilité de produits

Toutes les entreprises de transformation des aliments sont exposées à des risques inhérents à la sécurité et à l'intégrité de leurs produits. La Société maintient des procédures d'assurance de la qualité dans toutes ses installations afin de réduire de tels risques. De plus, la Société contrôle la salubrité et l'innocuité des aliments par la certification aux normes mondiales « Global Food Safety Initiative » (GFSI). La Société rencontre aussi les exigences des programmes de sécurité alimentaire des divers gouvernements tels que la certification « PASA / HACCP » (Programme d'amélioration de la salubrité des aliments / Analyse des risques et maîtrise des points critiques), au Canada. Elle est également conforme aux normes « HACCP (jus) », tel que requis par les normes de contrôle fédérales américaines dans les usines de LPC. Par ailleurs, si un tel risque se matérialisait, il pourrait dans certains cas entraîner un rappel coûteux de produits et entacher gravement la réputation de la Société. Elle maintient donc une couverture d'assurance pour sa responsabilité comme fabricant et d'autres couvertures jugées conformes aux pratiques courantes dans l'industrie.

Sous-traitance de la production à des spécialistes du conditionnement à forfait

Une grande proportion des produits de A&E est fabriquée par l'entremise de spécialistes du conditionnement à forfait. Bien que la Société soit en mesure de fabriquer dans ses usines les produits de A&E, la non-disponibilité de l'un de ces conditionneurs pourrait avoir un impact sur la rentabilité de la Société car elle ne dispose pas d'une capacité excédentaire suffisante en production aseptique pour répondre à tous les besoins de A&E. Ce risque est cependant atténué par le fait que plus de 70 % des besoins de A&E sont couverts par des contrats à long terme et que 15 % des besoins de A&E sont comblés par les autres filiales de la Société. Le risque résiduel touche donc un faible pourcentage des ventes de la Société.

Réglementation

La production et la distribution de produits alimentaires, et l'impact de ces activités sur l'environnement, que ce soit au Canada, aux États-Unis ou ailleurs, sont assujettis à des lois et réglementations. L'impact d'une modification d'une telle loi ou réglementation dépendrait de la capacité de la Société à s'y adapter et à s'y conformer ainsi que des coûts requis à cette fin. Des changements dans l'environnement légal et réglementaire pourraient avoir un impact sur les coûts d'opération et les résultats de la Société. Ces modifications réglementaires pourraient inclure des changements aux lois sur les aliments et drogues, aux lois relatives à l'étiquetage, aux lois sur la

concurrence et aux lois environnementales, y compris aux lois relatives à la réglementation des droits d'eau et de traitement. Ces modifications (notamment le projet de règlement prévoyant l'étiquetage sur le devant de l'emballage) pourraient influencer sur les résultats ou augmenter les coûts ou les passifs. D'autre part et bien que n'ayant pas un caractère réglementaire, les volumes de ventes de la Société pourraient être affectés par un changement aux recommandations des guides alimentaires canadien et américain touchant la consommation de jus. Ainsi, des modifications reliées aux niveaux de consommation de jus dans la révision actuelle du guide alimentaire canadien pourraient affecter les habitudes des consommateurs canadiens. Ces modifications auraient toutefois un effet similaire sur tous les fabricants de jus. Finalement, la Société est d'avis que ses activités de production et de distribution et leur impact au plan environnemental sont actuellement conformes, à tous égards importants, aux lois et règlements gouvernementaux, et qu'elle possède les permis et licences requis dans le cadre de ses activités.

Gestion de crise et plan de relève

La Société a mis en place des plans de gestion de crise et de relève pour l'ensemble de ses activités. Un comité directeur supervise et révisé périodiquement les plans de toutes ses filiales. Ces plans prévoient, entre autres, plusieurs lieux physiques de relève en cas de désastre, des génératrices en cas de pannes d'électricité ainsi qu'un système de relève informatique.

Cybersécurité

Dans le cours normal de ses activités, la Société a recours à des systèmes informatiques pour traiter, transmettre et conserver l'information sur tous les aspects de ses activités, ainsi que pour présenter ses résultats. De plus, une part importante de cette information concerne ses affaires et/ou ses clients et partenaires et elle est conservée soit dans les locaux de la Société, soit dans ceux de ses partenaires technologiques.

Ces systèmes pourraient être vulnérables à un nombre croissant de cybermenaces très élaborées et à d'autres défaillances, notamment celles issues d'interruptions des systèmes de télécommunications, de catastrophes naturelles, d'erreurs humaines ou d'autres problèmes de sécurité. Un tel événement pourrait empêcher ou interrompre l'exercice des activités de la Société ou entraîner d'autres conséquences négatives, y compris des coûts liés à des mesures correctrices, une perte de produits, des litiges, une atteinte à la réputation, et des amendes ou sanctions pénales. L'incidence d'un tel événement sur les résultats financiers de la Société, sur sa valeur de marché ou sur sa capacité à atteindre ses objectifs d'affaires stratégiques pourrait être importante.

La Société surveille, gère et améliore de façon régulière sa capacité à atténuer les cyberrisques par l'intermédiaire de ses programmes de cybersécurité à l'échelle de l'entreprise, de ses investissements dans la reprise après catastrophe, de sa gestion des risques et de la mise en œuvre de politiques, de procédures et de processus de contrôle, ainsi que de pratiques de gestion des contrats d'impartition pour faire face à de tels risques. Toutefois, rien ne garantit que ces mesures seront suffisantes pour parer à tous ces risques.

Assurances

La Société limite ses risques d'exploitation en s'assurant auprès de compagnies d'assurances reconnues et financièrement stables. De plus, des programmes de prévention de pertes et de contrôle ont été développés pour réduire les impacts financiers des risques d'exploitation. Les limites d'assurances sont revues annuellement.

Réclamations

Dans le cours normal des affaires, la Société est exposée à diverses actions et réclamations. Dans la mesure où la couverture d'assurance est disponible, Industries Lassonde inc. limite le risque en s'assurant auprès de compagnies d'assurances contre la plupart des risques et réclamations liés à ses activités. Selon la direction de la Société, aucune de ces poursuites ou réclamations n'a ni n'aura une incidence défavorable significative sur les affaires de la Société ou sur sa situation financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI »)

Le chef de la direction et le vice-président exécutif et chef de la direction financière de la Société sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles et procédures de communication de l'information, au sens du Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Ils sont assistés dans cette responsabilité par le comité de divulgation, lequel est composé des principaux dirigeants de la Société. Le comité de divulgation requiert d'être totalement informé de tout fait significatif touchant la Société afin de pouvoir évaluer ces renseignements et déterminer leur importance ainsi que le moment opportun de divulgation d'un communiqué le cas échéant. Bien que la direction examine régulièrement les contrôles et procédures de communication de l'information, ceux-ci ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable et peuvent ne pas être en mesure d'empêcher ni de détecter les inexactitudes résultant d'une erreur ou d'une fraude en raison des limites intrinsèques qu'ils comportent.

Sous la supervision du chef de la direction et du vice-président exécutif et chef de la direction financière de la Société, la direction a procédé à l'évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures liés à la préparation de documents d'information, y compris le présent rapport de gestion, la notice annuelle et la circulaire de sollicitation de procurations. En se fondant sur cette évaluation, le chef de la direction et le vice-président exécutif et chef de la direction financière de la Société ont conclu que les contrôles et procédures de

communication de l'information étaient efficaces au 31 décembre 2017 et, plus spécifiquement, que la conception de ces contrôles et procédures fournit une assurance raisonnable que les informations significatives relatives à la Société leur sont communiquées, analysées et traitées pendant la période de préparation de ces documents d'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF »)

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS. Tout le système de contrôle interne comporte des limites intrinsèques; en conséquence, le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peut fournir qu'une assurance raisonnable et peut ne pas être en mesure d'empêcher ni de détecter les inexactitudes résultant d'une erreur ou d'une fraude.

Sous la supervision du chef de la direction et du vice-président exécutif et chef de la direction financière, la direction a procédé à l'évaluation de l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière au 31 décembre 2017 en utilisant le cadre de référence du « Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission » (COSO). En fonction des résultats de cette évaluation, le chef de la direction et le vice-président exécutif et chef de la direction financière de la Société ont conclu que le CIIF était efficace au 31 décembre 2017.

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours du quatrième trimestre terminé le 31 décembre 2017 qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura eu une incidence significative sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de ses activités, la Société achète, auprès d'entités contrôlées par le président du conseil et chef de la direction, des pommes et du maïs à des fins de transformation. Ces achats qui ont totalisé 0,2 million \$ en 2017 sont effectués à des termes et conditions similaires aux achats effectués auprès de producteurs externes non liés.

Les transactions entre parties liées sont présentées à la note 30 des états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2017.

Événement postérieur à la date de l'état consolidé de la situation financière

En date du 26 mars 2018, il n'y a aucun événement postérieur à souligner.

Perspectives

Les volumes de ventes de l'industrie sur le marché américain des jus et boissons de fruits ont été en baisse de 1,5 % au cours de l'exercice 2017. La situation est similaire sur le marché canadien alors que les volumes de ventes de l'industrie pour l'exercice 2017 ont été également en baisse par rapport à ceux de l'année précédente. La Société n'a pas d'indication lui permettant d'anticiper un renversement de cette tendance pour l'année 2018. La Société vise à limiter les effets de cette faiblesse relative de la demande en innovant au niveau de ses produits de marque nationale et en continuant son développement d'affaires au niveau de ses produits de marque privée. Elle note, entre autres, une bonne progression au cours de 2017 de ses ventes canadiennes de produits à faible teneur en calories. La Société porte également une attention particulière au processus de révision du guide alimentaire canadien et à ses impacts potentiels sur l'industrie.

Les ventes de la Société ont connu un taux de croissance de 1,1 % en 2017. Lorsqu'on élimine les effets de change, le taux de croissance ajusté s'établit à 2,4 %. Sous réserve de facteurs externes significatifs, et en excluant les effets de change pour maintenir une base comparable, la Société demeure optimiste quant à sa capacité d'atteindre, en 2018, un taux de croissance des ventes consolidées légèrement inférieur à celui de 2017. Il faut cependant noter que cette prévision pourrait être affectée par l'effet d'ajustements de prix qui pourraient altérer la demande pour les produits de la Société en cas de changements importants des tarifs douaniers touchant les importations de matières premières des filiales américaines de la Société. Par ailleurs, la Société s'attend à une légère baisse du résultat d'exploitation au premier trimestre de 2018 lorsque comparé au premier trimestre de 2017. Ceci s'explique par des hausses de coût touchant les matières premières et le transport dans ses entités américaines. La Société a ajusté ses prix pour pallier aux effets de ces augmentations de coût mais elle estime que l'impact de ces ajustements de prix ne devrait être perceptible qu'à partir du deuxième trimestre de 2018.

Du côté des approvisionnements, la Société constate des hausses de prix touchant le concentré de pomme ainsi que la résine utilisée pour la fabrication des bouteilles de plastique. La Société note également une hausse des coûts de transport qui affecte particulièrement le marché américain. La Société continue d'ajuster la stratégie de mise en marché de ses produits pour minimiser l'effet défavorable des augmentations de coûts sur sa profitabilité. Ces ajustements pourraient cependant avoir un impact négatif sur les volumes de ventes de la Société. Par ailleurs, les taux de conversion des achats des filiales canadiennes payables en dollars américains devraient avoir un léger effet favorable sur les résultats de 2018 lorsque comparés à ceux de l'exercice 2017. Cet effet favorable sera atténué par l'impact défavorable des mouvements de change sur la conversion en dollars canadiens des résultats des entités américaines. La Société s'attend à ce que la majorité de l'impact positif touche les deux premiers trimestres de 2018 et elle estime cet impact à 1,0 million \$ sur une base comparative. L'utilisation de contrats de change à terme permet de stabiliser partiellement l'impact de la fluctuation des devises sur les résultats de la Société, mais la période de couverture de ces contrats de change n'excède habituellement pas douze mois.

La Société prévoit que son utilisation de fonds à des fins d'investissement connaîtra une hausse importante en 2018 lorsque comparée à la moyenne des cinq dernières années. Ceci s'explique, entre autres, par deux importants projets d'investissement destinés à doter la Société de capacités additionnelles tant au niveau des jus et boissons de fruits qu'au niveau des produits de spécialités alimentaires. La Société estime que l'utilisation de fonds à des fins d'investissement pourrait atteindre entre 55 millions \$ et 65 millions \$ en 2018. Ces déboursés seront sans effet immédiat sur le résultat net de la Société en 2018 et ils affecteront uniquement les flux de trésorerie de la Société. D'un point de vue fiscal, la Société s'attend à ce que les changements récents apportés à la fiscalité américaine aient un impact significatif sur son taux effectif d'impôt et elle estime que celui-ci devrait diminuer à un taux se situant entre 26 % et 28 % en 2018. Ceci assume qu'il n'y aura pas de changements importants dans la composition des revenus imposables de la Société.

Information additionnelle

Au 31 décembre 2017, le capital-actions émis et en circulation de la Société est constitué de 3 235 300 actions de catégorie A à droit de vote subalterne et de 3 752 620 actions de catégorie B à droits de vote multiples.

Le présent rapport de gestion est préparé en date du 26 mars 2018 et est disponible sur le site Internet de Industries Lassonde inc. Le lecteur trouvera ce même rapport de gestion, la notice annuelle, les documents complémentaires, les communiqués de presse ainsi que davantage de renseignements sur la Société sur le site Internet de SEDAR au www.sedar.com.

Dividendes – Exercice financier 2018

Le tableau qui suit présente les dates actuelles ou prévues pour la déclaration, l'inscription au registre des actionnaires et le paiement de dividendes au cours de l'exercice financier 2018, le tout sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Date de déclaration	Date d'inscription	Date de paiement
15 février 2018	27 février 2018	15 mars 2018
9 mai 2018	22 mai 2018	15 juin 2018
10 août 2018	22 août 2018	14 septembre 2018
9 novembre 2018	21 novembre 2018	14 décembre 2018

Le 26 mars 2018